

WORKING PAPER N° 2006 - 37

**Evolution des attentes sociales
et comportement électoral : France, 1978-2002**

Elvire Guillaud

Stefano Palombarini

Codes JEL : A12, D72, D74

**Mots-clés : intervention de l'Etat, intégration européenne,
demande politique, comportement de vote, élections,
crise politique, France**

Evolution des attentes sociales et comportement électoral : France, 1978-2002

Elvire Guillaud*, Stefano Palombarini†

Première version : octobre 2005

Cette version : octobre 2006

Abstract

Cet article met en lumière de manière empirique la multi-dimensionalité et l'évolution de la demande politique d'agents hétérogènes. Dans ce but, on mène une analyse de données sur des sondages post-électorales français de 1978 à 2002. L'analyse met en évidence les origines de la crise politique française de 2002, avec la présence au second tour du candidat d'extrême droite à l'élection présidentielle. L'élément clé est la cristallisation de groupes sociaux autour des thèmes économiques qui structurent l'espace politique. D'une part, les principales dimensions de la demande évoluent au cours du temps, d'autre part les alliances sociales se modifient autour de ces demandes. La crise économique dans la décennie 1980 et le processus d'intégration européenne au cours de la décennie 1990 conditionnent les demandes politiques et multiplient les lignes de fracture : les alliances sociales de soutien à la droite républicaine et à la gauche "de gouvernement" éclatent progressivement.

Mots-clés : intervention de l'Etat, intégration européenne, demande politique, comportement de vote, élections, crise politique, France

Classification JEL : A12, D72, D74

*Université Lumière Lyon 2 et PSE (Paris-Jourdan Sciences Economiques), Unité Mixte de Recherche CNRS-EHESS-ENPC-ENS, 48 Boulevard Jourdan, 75014 Paris, elvire.guillaud@ens.fr

†Université Paris 8 Saint-Denis et PSE (Paris-Jourdan Sciences Economiques), Unité Mixte de Recherche CNRS-EHESS-ENPC-ENS, 48 Boulevard Jourdan, 75014 Paris, stefano.palombarini@ens.fr

Contents

1	Introduction	3
2	Cadre théorique : attentes sociales et crise politique	4
2.1	La double dimension du politique	4
2.2	L'approche néoréaliste	5
2.3	Le concept de crise politique	6
2.4	La sortie de crise	8
3	Revue de littérature	9
3.1	Multi-dimensionalité de la demande	10
3.2	Positionnement socio-économique et vote	11
4	Analyse empirique : les clivages politiques et leurs transformations	12
4.1	L'intervention de l'Etat dans l'économie, source principale de différenciation des attentes sociales	13
4.2	La crise économique à l'origine d'un nouveau clivage politique	15
4.3	De la crise économique à la contestation politique	16
4.4	De la contestation politique au rejet de la construction européenne	19
4.5	Convergence au centre des partis "modérés" et éclatement de la crise	22
5	Conclusion et discussion	24
	Annexes	27
A	Analyse graphique	27
A.1	Résultats de l'analyse sur 1978	27
A.2	Résultats de l'analyse sur 1988	30
A.3	Résultats de l'analyse sur 1995	33
A.4	Résultats de l'analyse sur 1997	36
A.5	Résultats de l'analyse sur 2002	39
B	Referendum 2005 sur la Constitution Européenne	42
C	Revenu moyen par catégorie socio-professionnelle	43
D	Chômeurs et ouvriers : dynamique de vote	44
E	Immigration et comportement électoral	47
F	Spécifications techniques et outils pour l'interprétation	47
F.1	Données	47
F.2	Analyse qualitative versus analyse quantitative	49
F.3	Codage et apurement des données	49
F.4	Contribution des variables et qualité de la représentation	50
F.5	Interprétation à partir des variables actives	50
F.6	Interprétation à partir des variables illustratives	51
F.7	Questions sélectionnées	51

1 Introduction

La situation politique française de 2002, avec la présence au second tour de l'élection présidentielle du candidat d'extrême droite, a été qualifiée par de nombreux observateurs de crise politique. Cet article vise à remettre cette situation en perspective pour en chercher les causes. Une analyse de données menée sur des sondages post-électorales français de 1978 à 2002 nous permet 1) de décomposer la demande politique sur plusieurs dimensions, 2) de déterminer le positionnement des groupes socio-économiques autour des thèmes structurant l'espace politique. Contrairement à la plupart des études sur le sujet, non seulement nous nous concentrons sur la demande politique, mais en plus notre cadre d'analyse permet l'évolution de cette demande conditionnée par le contexte macroéconomique. Nos résultats peuvent être regroupés en deux ensembles.

Le premier ensemble de résultats concerne la multi-dimensionalité de la demande. L'analyse fait en effet apparaître que l'espace politique est structuré par plusieurs thèmes à dominante économique, non réductibles à une seule dimension. De manière non surprenante, une dimension "intervention de l'Etat dans l'économie" se maintient sur l'ensemble de la période et s'assimile à un axe droite/gauche avec un électorat homogène le long d'un continuum. En revanche, et contrairement à ce que suppose la plupart de la littérature d'économie politique, l'espace politique est aussi largement structuré par une deuxième dimension. Ainsi, de 1988 à 1995, la dimension "satisfaction vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie" sépare l'électorat des partis modérés de celui des partis extrêmes. L'année 1995 est une année de transition : une troisième dimension fait irruption et concerne "les modalités de l'intégration européenne". Le pouvoir structurant de cette troisième dimension devient prépondérant à partir de 1997, sans pour autant affaiblir le débat autour de l'intervention publique. L'évolution des demandes politiques est directement liée au contexte économique : la crise économique de la décennie 1980 et le processus d'intégration européenne de la décennie 1990 sont relayés dans l'espace politique. Au final, une dimension "intervention de l'Etat dans l'économie" structure l'espace politique de manière constante sur toute la période d'étude. Pour autant, la prise en compte de la multi-dimensionalité de la demande est essentielle pour comprendre les évolutions des comportements électoraux et la rupture de certaines alliances sociales. En effet, les agents basent leur décision de vote sur des thèmes touchant différents domaines de politique économique dont l'importance émerge en fonction du contexte macroéconomique, ce qui implique que les alliances sociales sont instables et parfois temporairement impossibles.

Le deuxième ensemble de résultats spécifie les groupes socio-économiques porteurs de ces demandes. Autour de la droite républicaine, l'alliance entre classes moyennes et hautes du secteur privé, catégories du secteur agricole et travailleurs indépendants entre en crise suite à l'éloignement de ces derniers à partir de 1988 avec l'émergence de la crise économique. Autour de la gauche de gouvernement, l'alliance entre catégories du secteur public et classe ouvrière éclate en 1995, lorsque la dimension européenne surgit dans le débat politique. La dégradation, puis l'éclatement des deux blocs sociaux qui soutiennent traditionnellement la droite républicaine et la gauche de gouvernement aboutit à la crise. Cette analyse nous permet donc d'une part d'identifier les origines de la crise politique de 2002, d'autre part de déterminer quelles alliances sociales sont aujourd'hui cristallisées autour des principales dimensions de l'espace politique français.

Le papier est organisé de la manière suivante. La Section 2 pose les principes théoriques d'une analyse néoréaliste qui intègre l'importance des demandes hétérogènes des agents dans la détermination de la politique économique. La Section 3 présente la littérature empirique d'économie politique portant sur la multi-dimensionalité de la demande, ainsi que les travaux sur la crise politique française de 2002. La Section 4 présente l'analyse de l'évolution des attentes sociales que nous avons menée, et montre qu'une fraction de plus en plus importante de ces attentes ne trouve pas, aux yeux des électeurs, de protection satisfaisante dans l'offre politique. La grille théorique que nous présentons dans la section 2 ne sera qu'en partie utilisée. En effet, le travail d'identification des facteurs qui produisent un décalage grandissant entre l'offre et la demande politique reste pour l'essentiel à faire. Pour que l'analyse soit complète, il faudrait également étudier la dynamique de l'offre, pour partie autonome par rapport à celle de la demande. Nous revenons sur ce point dans la Section 5, qui ouvre également une discussion sur les stratégies de sortie de crise envisageables dans le cas français.

2 Cadre théorique : attentes sociales et crise politique

2.1 La double dimension du politique

On peut juger comme critique une phase du développement économique et social d'un pays en fonction de critères divers, permettant à l'observateur d'évaluer une situation donnée : le taux de croissance, le niveau du chômage, la diffusion de la pauvreté, ou encore l'inflation, le niveau du déficit public, de la dette, le solde de la balance commerciale, etc. Mais quelles variables doivent être prises en compte pour savoir si la crise est aussi politique ?

La solution la plus simple serait de lire dans la chute du gouvernement le signe de la crise. Les résultats électoraux seraient alors les seules données dont on aurait besoin pour répondre à notre question. Cependant, il s'agit d'une réponse trompeuse. Le changement du parti ou de la coalition des partis qui gouvernent peut s'insérer dans une dynamique "normale" d'alternance au pouvoir. Démocrates et Républicains se succèdent les uns aux autres assez régulièrement au gouvernement des Etats-Unis, sans que personne n'y voie la manifestation d'une crise politique. D'autre part, il serait risqué d'exclure *a priori* la possibilité d'une crise politique qui n'entraînerait pas automatiquement un changement de gouvernement. La deuxième victoire de Jacques Chirac, confirmé à la Présidence de la République en 2002, n'a pas empêché de nombreux observateurs de parler d'une crise politique profonde en France.

Ainsi, l'analyse des dynamiques internes au système politique apparaît insuffisante pour établir le caractère politique d'une crise. En même temps, il est clair que la crise politique ne peut être réduite à la simple manifestation d'une crise économique. D'une part, des longues périodes de stagnation voire de récession économique n'entraînent pas nécessairement des perturbations particulières ou une modification des institutions politiques. D'autre part, l'expansion économique peut être la source de crises politiques

majeures.

Pour définir le concept de crise politique, il faut d'abord spécifier la signification du mot politique. Lorsqu'on parle de politique, on peut faire référence à la sphère dans laquelle sont fixés les choix collectifs (le système politique). Mais le mot politique désigne aussi un mode d'interaction sociale, par lequel les acteurs sociaux essayent d'acquiescer et de faire valoir de la puissance, c'est-à-dire la capacité de faire évoluer la société et d'orienter les choix collectifs dans la direction qu'ils jugent conforme à leurs intérêts. Le politique imprègne ainsi toutes les relations sociales, il n'est pas confiné dans une sphère précise et isolée de la structure sociale d'ensemble. Ainsi, si l'on conçoit la crise simplement comme une situation d'instabilité du système politique, on réduit implicitement le politique à la sphère de la représentation partisane (l'offre politique) et l'on oublie la configuration des rapports de force sociaux qui la soutient. C'est la deuxième notion de politique - l'affrontement entre puissances sociales contradictoires - qui entre en jeu dans la définition de crise politique que nous allons spécifier dans les prochains paragraphes.

2.2 L'approche néoréaliste

Le point de départ d'une approche néoréaliste est la prise en compte de la diversité des intérêts sociaux et des attentes sociales contradictoires qui en découlent, qui impliquent l'existence d'un conflit social indépassable¹. Un conflit qui peut bien évidemment être seulement potentiel, car il peut être arbitré ou régulé, mais qui ne peut en aucun cas être définitivement résolu ou éliminé. La régulation sociale d'ensemble doit être comprise comme le produit de l'interaction entre trois sphères, qui peuvent être différenciées théoriquement bien qu'elles soient largement imbriquées dans la réalité.

La première sphère est celle de l'*idéologie*, qui ne doit pas être considérée une pure superstructure. L'idéologie fait le lien entre les positions des acteurs dans l'organisation productive et économique, et leurs attentes sociales : elle participe ainsi à structurer le conflit social. Les attentes sociales sont l'expression d'intérêts qui se déterminent dans la sphère économique, mais elles ne représentent pas une reproduction mécanique de ces intérêts. Ce qui compte dans le rapport des différents acteurs au politique n'est pas leur intérêt économique objectif - dont la définition serait par ailleurs problématique - mais la représentation qu'ils se font de leur intérêt. Comme l'a dit Pierre Bourdieu, "le monde social ne se présente pas comme un pur chaos, totalement dépourvu de nécessité et susceptible d'être construit de n'importe quelle façon. Mais ce monde ne se présente pas non plus comme totalement structuré et capable d'imposer à tout sujet percevant les principes de sa propre construction" (Bourdieu [1980], p.157). Il s'agit de refuser à la fois une vision purement objectiviste, qui ne laisserait aucune place à la perception subjective du monde social, et la vision totalement subjectiviste, suivant laquelle le monde serait peuplé de sujets libres, dont les actions politiques s'expliqueraient par la vision qu'ils se construisent librement de l'intérêt collectif. Si l'on veut raisonner en termes de classes sociales, il faut considérer, comme le dit Bourdieu, que "la classe n'est jamais donnée dans les choses ; elle est aussi représentation et volonté, mais qui n'a de chance de s'incarner dans les choses que si elle rapproche ce qui est objectivement proche et éloigne ce qui est

¹Pour un exposé complet des principes d'analyse du "néoréalisme", voir Amable & Palombarini [2005]

objectivement éloigné” (Bourdieu [1980], p.93).

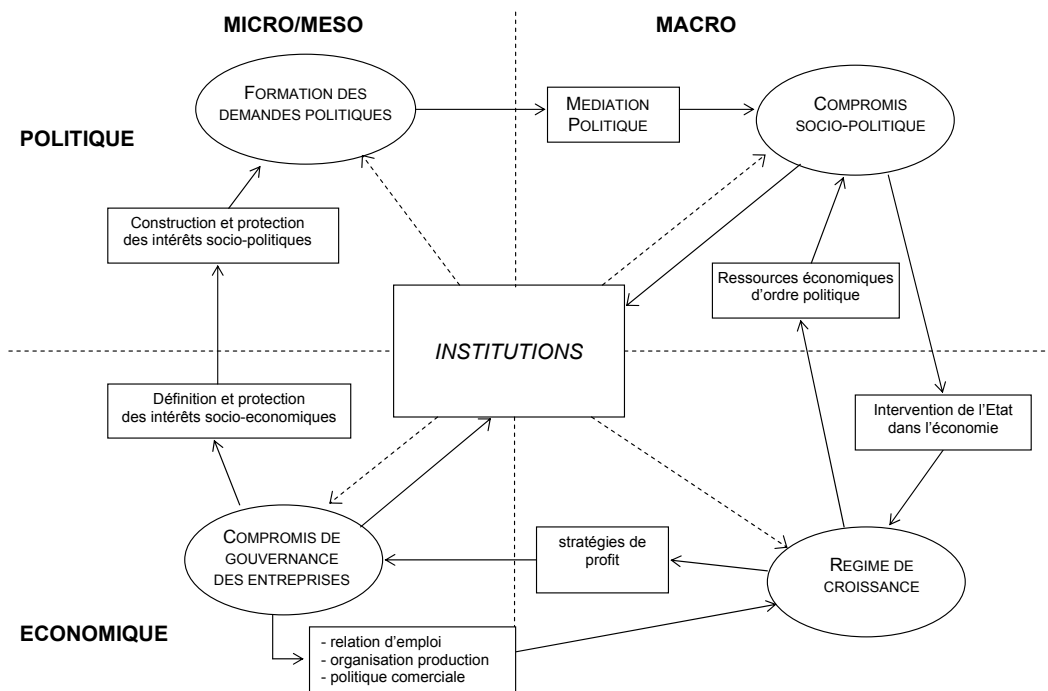
La deuxième sphère de la régulation sociale est celle des *institutions*. Les institutions sont les règles du jeu social, qu’il faut différencier des organisations (par exemple : le syndicat est une organisation, les règles d’organisation du marché du travail sont des institutions ; un parti politique est une organisation, le mode de scrutin électoral est une institution). Pour fonctionner comme “règles du jeu”, les institutions doivent sortir de l’horizon de la lutte politique ordinaire. Elles contribuent ainsi à structurer le conflit en organisant ses formes, en participant à la sélection des demandes politiques considérées comme “recevables”, en écartant les demandes “irrecevables”. Cependant, la genèse des institutions ne s’explique pas par la fonction qu’elles vont remplir une fois qu’elles existent. Pour rendre compte de la genèse des institutions on peut se référer à la définition qu’en avaient donné André & Delorme [1983] : il s’agit de “compromis institutionnalisés”. Certains conflits spécifiques peuvent être réglés par des compromis durables, éventuellement traduits dans des textes normatifs. L’origine politique et compromissaire des institutions doit être (provisoirement) “oubliée” par les acteurs pour qu’elles puissent fonctionner comme règles du jeu partagées ; mais rien n’exclut que, dans des contextes particuliers, les institutions ne redeviennent objet de lutte politique et soient ainsi transformées. Ainsi, à l’intérieur du champ structuré par les institutions sociales, plusieurs demandes politiques concurrentes - expression des intérêts socio-économiques - attendent d’être satisfaites.

A ce niveau intervient, avec sa logique propre, la *médiation politique*, troisième sphère de la régulation sociale. La logique politique consiste à élaborer une action qui puisse satisfaire un nombre d’attentes sociales suffisamment élevé pour obtenir du soutien, ressource essentielle dans le fonctionnement du système politique. Ainsi, la stratégie des décideurs politiques consistera à identifier, dans la constellation des demandes politiques, celles qui sont d’un côté suffisamment fortes pour engendrer un soutien élevé, de l’autre suffisamment compatibles pour être simultanément satisfaites. La compatibilité entre demandes politiques n’est pas une donnée objective, liée à leur forme propre : elle dépend pour partie de l’espace praticable par la médiation politique, lui-même fonction de la configuration macro et des institutions sociales. Par exemple : les attentes des rentiers et celles des entrepreneurs peuvent être simultanément satisfaites par une politique budgétaire expansive, à condition cependant que celle-ci n’implique pas une pression trop forte sur les taux d’intérêt. Ainsi, la possibilité de pratiquer une médiation de ce type dépend du niveau de la dette publique, du degré d’ouverture des marchés financiers, du régime de change, ou encore du rôle éventuel joué par les organismes supranationaux.

2.3 Le concept de crise politique

Une fois que l’on prend acte de l’impossibilité de dissoudre les attentes sociales dans un intérêt général, voire un bien commun, le problème théorique central est de comprendre les formes qui permettent à une dynamique sociale structurée par le conflit social d’être viable malgré la menace permanente d’explosion de ce même conflit.

Dans le cadre théorique que nous avons défini, il est possible que la médiation politique parvienne à satisfaire un nombre suffisamment élevé d’attentes sociales, c’est-à-dire à produire le soutien dont elle a besoin pour être viable. Le conflit social sera alors régulé :



Source : Amable B. & Y. Lung [2003]

Figure 1: Régime de croissance et compromis socio-politique : une dynamique conjointe

la combinaison des facteurs idéologiques (traduction des intérêts socio-économiques en demandes politiques), des institutions sociales et de la stratégie choisie par les décideurs politiques configure un mode de régulation du conflit social. Au coeur de ce mode de régulation (MDR) se trouve le lien circulaire qui relie les politiques publiques, la dynamique macroéconomique et la dynamique de la structure productive. La viabilité d'un MDR du conflit social ne présuppose guère que l'ensemble des attentes sociales soient satisfaites, que tous les intérêts socio-économiques soient protégés par l'action publique. Au contraire, certaines demandes se retrouveront écartées, certains intérêts sacrifiés. La seule condition à la viabilité d'un MDR du conflit social est que les groupes qui se reconnaissent dans l'action publique soient suffisamment puissants pour fournir au système politique le soutien dont il a besoin.

La condition pour la viabilité d'une configuration politico-économique est donc l'existence d'un bloc social dominant : font partie du bloc social dominant les groupes socio-politiques qui s'estiment protégés par l'action publique. La condition de viabilité d'une trajectoire sociale n'est pas représentée par un critère de justice sociale, ni par son niveau d'efficacité économique, mais par l'existence d'une alliance sociale, agrégée par des politiques publiques qu'elle est en mesure de valider politiquement.

Il faut cependant considérer que la compatibilité entre demandes politiques hétérogènes est toujours temporaire. Un bloc social peut éclater pour de multiples raisons. A cause de changements dans la sphère idéologique tout d'abord, c'est-à-dire au niveau de la perception qu'ont les acteurs de leurs intérêts respectifs, ce qui produirait un changement dans la configuration des demandes politiques même à structure économique inchangée. A cause de changements dans la sphère institutionnelle ensuite. Il est évident qu'en présence d'un mode de régulation viable, les décideurs publics n'ont pas intérêt à remettre en jeu les compromis institutionnalisés, car dans une telle situation ceux-ci se traduisent dans des règles fonctionnelles à l'accumulation du pouvoir politique. Le changement institutionnel peut cependant être impulsé au niveau "meso", par des arrangements différents qui peuvent se produire au niveau des entreprises, suite par exemple à un changement technologique ou à l'introduction de nouvelles formes de gestion et d'organisation. Un bloc social peut aussi être déstabilisé par les évolutions macroéconomiques liées au contexte international, mais aussi aux conséquences mêmes de la stratégie poursuivie par les décideurs publics. Comme dans le cas de la crise italienne (Palombarini [2001]), l'intérêt que les décideurs doivent porter au soutien à court terme peut, à long terme, impliquer un rétrécissement endogène et même la disparition de l'espace pour la médiation politique entre les intérêts dominants.

Si la crise politique peut éventuellement impliquer l'instabilité du système politique, elle n'y est pas réductible : la crise correspond par contre à la *rupture d'une alliance sociale* rendue temporairement possible par la médiation politique ; cette même médiation qui, par des effets de moyen terme qui échappent à une action politique orientée vers l'accumulation du pouvoir, est en mesure d'alimenter la crise. Nous pouvons ainsi identifier la crise politique avec la *crise d'un mode de régulation du conflit social*. Ce concept de crise n'a aucune connotation normative : certains acteurs ou certains groupes ont en général intérêt à la crise ; éviter la crise ne correspond pas forcément à un hypothétique "intérêt général". D'autre part, la forme spécifique que revêt la sortie de crise n'est pas sans impact, loin de là, sur les attentes contradictoires dont les différents groupes sont porteurs : sortir de la crise ne peut pas être considéré comme un but en soi.

2.4 La sortie de crise

Il y a crise politique lorsque, pour une configuration donnée des institutions sociales, il n'existe plus d'espace de médiation entre les attentes sociales des groupes politiquement dominants. Ceci implique qu'en présence d'une crise politique, une fraction importante des groupes dominants se retrouve sérieusement menacée de passer du côté des dominés. Nous parlons de "menace" car le renversement des rapports de force sociaux n'est pas l'issue obligée de la crise politique. En effet, si l'on suit la logique du modèle présenté dans ces pages, pour sortir de la crise politique le système social peut emprunter au moins deux voies différentes.

La première : à l'intérieur du contexte institutionnel existant, une stratégie politique pourrait identifier et occuper un espace de médiation nouveau, correspondant à un nouveau bloc social dominant. Dans ce cas de figure, une fraction des anciens groupes dominants sera sacrifiée ; en même temps, certains des groupes auparavant exclus de l'échange politique verront leurs intérêts protégés par l'action publique.

Mais il existe aussi une deuxième voie d'issue à la crise. Il est possible en effet que les décideurs politiques tentent d'ouvrir un nouvel espace de médiation entre les groupes dominants en remettant en cause les règles du jeu social, c'est-à-dire les institutions désormais incompatibles avec la viabilité du bloc social hégémonique. La nature politique et compromissaire des "compromis institutionnalisés" redeviendra ainsi d'actualité : les institutions seront à nouveau objet de lutte politique. Il est évident que dans ce cas les intérêts des groupes dominés risquent fort d'être de nouveau sacrifiés.

Entre ces deux cas de figure (composition d'un nouveau bloc social dominant à architecture institutionnelle inchangée, prolongement de la même alliance sociale et changement institutionnel), il reste la place pour un spectre très large de stratégies différentes. La sortie de crise peut donc avoir des conséquences très variées sur les différents intérêts socio-économiques. Si l'on considère qu'en situation de crise il est impossible de reproduire les rapports de force sociaux à architecture institutionnelle constante, on peut comprendre l'un des paradoxes les plus souvent évoqués dans la rhétorique politique : en présence de crise politique, les dominés auront bien davantage intérêt à la conservation et au maintien des institutions existantes que les dominants, fort intéressés au changement et à la réforme non pas pour améliorer leur position dans l'échelle sociale, mais tout simplement pour répondre à la menace d'un changement radical de statut. Seul l'examen détaillé d'une configuration historique spécifique permet de formuler un diagnostic sur la trajectoire qu'un système social empruntera pour sortir de la crise. En effet, l'issue de celle-ci dépend tout à la fois du contexte macroéconomique et des possibilités de médiation qu'il laisse ouvertes, des rapports de force entre les différents groupes, de la perception qu'ils ont de leurs intérêts - et donc de la traduction de leurs intérêts en demandes politiques, de leur capacité de mobilisation, et enfin du coût politique qu'impliquerait une éventuelle remise en cause des compromis institutionnalisés.

Avec ce papier, nous entamons l'étude de la dynamique politico-économique française. L'analyse de la demande politique lors de cinq échéances électorales (1978, 1988, 1995, 1997 et 2002) permet de mieux caractériser une situation que de nombreux observateurs, après la présidentielle de 2002 et le passage au deuxième tour du candidat d'extrême droite, ont qualifié de crise politique. Il est en effet possible de reconnaître au cours de la période étudiée la dégradation d'abord, l'éclatement ensuite des deux blocs sociaux qui ont soutenu la droite républicaine d'une part, les coalitions de gauche construites autour du Parti socialiste d'autre part. On peut ainsi parler d'une véritable crise politique, dans le sens où l'on assiste à une rupture durable des alliances sociales majoritaires. La section suivante présente la littérature d'économie politique traitant des questions de demande politique de manière empirique, ainsi que les travaux sur la crise politique française de 2002.

3 Revue de littérature

Notre article se rattache à deux ensembles de littérature empirique. Un premier ensemble regroupe la littérature de *political economy* qui s'attache à définir la multi-dimensionalité de l'espace politique. Un second ensemble regroupe des approches sociologiques qui étudient le rôle du positionnement socio-économique des agents dans la détermination

du comportement électoral.

3.1 Multi-dimensionalité de la demande

En ce qui concerne la multi-dimensionalité de la demande, l'article récent de Roemer & Van der Straeten [2005] construit un modèle dans lequel l'espace politique est bi-dimensionnel et constant dans le temps. Le lien de causalité suivant est testé : le sentiment xénophobe influence l'équilibre sur les questions économiques de manière significative. Le modèle théorique utilisé repose sur le concept de PUNE (Party Unanimity Nash Equilibrium) développé par Roemer [2001]. Le modèle est calibré grâce aux données des enquêtes post-électorales françaises de 1988, 1995 et 2002 (élections présidentielles). Les auteurs montrent qu'il existe une corrélation négative entre la demande de redistribution et le sentiment xénophobe. Sur le plan dynamique, l'article conclut que les questions d'immigration sont de plus en plus présentes sur la scène politique française, et que l'impact de ces questions sur la demande de redistribution est bien plus important en 2002 qu'en 1988. Pourtant, sur la période plus longue et plus fournie que nous traitons (élections législatives incluses), le sentiment xénophobe ne joue pas de rôle structurant dans la demande politique². La différence entre ces deux résultats semble alors tenir à la méthode utilisée : Roemer & Van der Straeten [2005] ne permettent pas à l'espace bi-dimensionnel qu'ils utilisent (taille du secteur public et immigration) d'évoluer dans le temps ; ils analysent donc le poids relatif de la dimension immigration à espace politique inchangé.

Basé sur l'étude de plusieurs pays de l'OCDE (données ISSP "Role of Government III" de 1996), la contribution de Kitschelt & Rehm [2004] vise à montrer le lien entre la position socio-économique des agents et leurs préférences politiques. A partir d'une analyse de données, les auteurs montrent que l'espace des préférences politiques est multi-dimensionnel : le positionnement des agents sur un axe gauche/droite est directement relié à leurs préférences en matières de politiques économiques et sociales, elles-mêmes déterminées par leur position socio-économique. Nous retrouvons ces deux résultats, à la différence que les thèmes non économiques inclus dans notre analyse de données ne sortent pas comme variables explicatives. Nous expliquons donc le vote à partir de préférences politiques portant uniquement sur des thèmes économiques.

Enfin, un résultat dérivé d'une expérience scientifique menée à la sortie des urnes en 2002 par Laslier & Van der Straeten [2002, 2004] est la construction d'une carte des proximités politiques entre candidats. Cette carte, basée sur les associations observées dans les bulletins de vote par assentiment recueillis dans deux communes françaises, permet de déterminer le degré d'homogénéité de l'électorat. L'hypothèse sous-jacente est que les préférences des individus sont révélées par leur comportement électoral. Les conclusions des auteurs sont très proches des nôtres : multi-dimensionalité de la demande et "autonomisation partielle de l'électorat de Jean-Marie Le Pen par rapport à l'électorat de droite". Cependant, l'objectif avoué de l'article n'est pas d'étudier les déterminants de la demande, mais plutôt les propriétés statistiques d'une nouvelle règle de vote. Les différentes dimensions de l'espace politique ne sont donc pas définies.

²Voir le tableau de résultats sur les questions d'immigration dans l'annexe E.

3.2 Positionnement socio-économique et vote

L'ouvrage de Cautrès & Mayer [2004] met en perspective le "séisme" électoral français de 2002 en analysant l'ensemble des données d'enquêtes post-électorales de 1978 à 2002. La thèse soutenue est que les clivages sociaux sont en phase de recomposition en France. Les auteurs mettent en lumière plusieurs résultats que nous retrouvons dans notre analyse : caractère tripartite de l'espace politique, importance du thème de l'intégration européenne dans la formation des préférences, importance du clivage social travailleurs du public / travailleurs du privé. Par ailleurs, l'ouvrage soutient la thèse souvent évoquée par les politologues de la crise du système de représentation politique : si les électeurs continuent de se positionner sur un axe droite/gauche et d'avoir des opinions structurées sur différents thèmes - économiques notamment - les partis en revanche apparaissent de plus en plus éloignés de ce type de représentation. Pour notre part, nous ne concluons pas à une crise de la représentation politique, mais plutôt à une évolution de la demande politique aboutissant à des alliances sociales improbables. La différence entre les deux analyses réside dans l'approche théorique sous-jacente : les auteurs supposent un lien direct entre le positionnement socio-économique et le vote des agents sans tenir compte du caractère multi-dimensionnel de l'espace politique, tandis que nous nous attachons à marquer le passage par les préférences exprimées à travers des demandes multiples et dont le poids relatif varie dans le temps. Le vote n'est donc pas directement déterminé par la position sociale des agents dans notre schéma théorique, mais dépend tout autant des préférences des individus façonnées par l'environnement économique que de la manière dont le discours politique est perçu.

Enfin, un article récent de Goux & Maurin [2004] fait une analyse des élections régionales françaises de 2004 dont les résultats ont attesté de la force de l'extrême droite et de l'abstention (47 % des inscrits au total). Les auteurs réfutent deux thèses répandues pour expliquer le vote des électeurs : celle qui suggère que l'électorat deviendrait de plus en plus volatil ; et celle qui souligne l'éloignement vers l'extrême droite des couches populaires traditionnellement attachées à la gauche. Ils s'attachent à démontrer que les catégories socio-professionnelles jouent toujours un rôle pour éclairer le comportement électoral des individus, pourvu que l'on inclue dans l'analyse l'exposition aux risques du marché (chômage, insécurité des revenus). Enfin selon les auteurs, les résultats électoraux de 2004 sont proches de ceux de 2002, la différence résidant dans le fait que "lors du scrutin de 2004, le rejet de l'exécutif s'est exprimé à l'égard de la seule droite au pouvoir et non de l'ensemble droite-gauche qui, en raison de la cohabitation, se partageait les responsabilités au moment de la présidentielle de 2002". Nous revenons sur l'importance des périodes de cohabitation dans la dernière section de ce papier.

Notre contribution est alors double. En premier lieu, elle vise à lier positionnement socio-économique et préférences en matière de politique économique d'une part, préférences des agents et comportement électoral d'autre part. En second lieu, notre méthode d'analyse permet à l'espace politique d'évoluer dans le temps (nombre de dimensions structurantes et nature de ces dimensions). La section suivante présente nos résultats issus d'une analyse factorielle des correspondances. L'analyse est menée à partir des données d'enquêtes post-électorales françaises sur la période 1978-2002. Ceci nous permet de déterminer, à l'aide de notre schéma théorique, si une crise politique a bien eu lieu en France - et nous en

recherchons les racines³.

4 Analyse empirique : les clivages politiques et leurs transformations

En France tout au long de la période (1978-2002), le clivage politique fondamental qui contribue à différencier les attentes sociales est lié à l'intervention de l'Etat dans l'économie. Une partie de l'électorat demande un rôle important de l'Etat (les modalités de l'intervention se modifiant au cours de la période étudiée) ; une autre partie s'y oppose, et soutient, avec une vigueur variable, l'idée d'une économie "de marché". Même si nous n'avons pas étudié l'offre politique, il apparaît que celle-ci est fortement conditionnée par ce clivage principal. En effet, les électeurs "interventionnistes" votent en général et dans leur grande majorité pour les partis de la gauche ; les autres pour les partis de la droite. Ainsi, par souci de simplification, nous appellerons "de gauche" les électeurs favorables à l'intervention de l'Etat, "de droite" les autres. Une telle définition n'a à l'évidence aucune ambition de généralité : elle ne s'applique qu'à la France pour la période d'étude. Par ailleurs, l'analyse de données nous permet de distinguer un deuxième axe structurant l'espace politique français. Comme nous allons le voir dans les paragraphes suivants, la nature de ce deuxième axe évolue dans le temps.

Encadré 1 : Analyse des correspondances multiples

L'objectif est de l'analyse est de déterminer pour chaque année électorale quelles sont les variables structurant la demande politique, parmi les attentes sociales des agents. Pour cela, nous procédons à une analyse de données. L'avantage de l'analyse de données par rapport à l'économétrie est qu'aucune hypothèse a priori n'a besoin d'être posée. Les variables qui participent fortement à l'inertie des axes sont simplement celles qui structurent le mieux le paysage politique en terme de demande. Une fois les variables structurantes sélectionnées, les graphiques permettent de visualiser rapidement les relations entre les variables^a. Plus particulièrement, nous procédons à une "Analyse des Correspondances Multiples". L'ACM offre deux avantages importants par rapport à une ACP (analyse en composantes principales) plus standard :

- elle permet le traitement de l'ensemble des réponses à une enquête qualitative avec choix multiples et réponse unique ;
- elle permet de mettre en évidence des liens non linéaires entre les variables.

Ainsi, dans le cas d'une analyse des comportements de vote, l'hypothèse d'un vote extrême (droite ou gauche) contestataire peu différencié peut-elle être testée à l'aide d'une ACM, tandis qu'elle ne pourrait l'être avec une ACP.

^aVoir Encadré 2 sur la lecture des graphiques.

³Voir l'annexe F pour une explication technique de la méthode utilisée.

4.1 L'intervention de l'Etat dans l'économie, source principale de différenciation des attentes sociales

En début de période (législatives 1978) le thème de l'intervention publique produit une telle différenciation des attentes sociales que les deux premiers axes de notre analyse lui sont liés. Le premier axe concerne plus spécifiquement la participation étatique aux processus de production ; le deuxième son rôle dans la redistribution des revenus⁴.

Les électeurs semblent partager le même diagnostic : une forte intervention de l'Etat dans l'économie est nécessaire pour réduire les inégalités. La différence entre l'électorat de la gauche et celui de la droite est la suivante : les électeurs de gauche donnent la priorité à la réduction des inégalités, ils sont donc prêts à accepter un niveau élevé d'imposition ; les électeurs de droite considèrent plus importante la baisse des impôts, et ils sont prêts à accepter un niveau important d'inégalités. On peut donc lire ce clivage en mettant en relation le niveau d'imposition nécessaire à financer les activités étatiques et l'objectif de réduction des inégalités.

[GRAPHIQUE 1978-I]

Le noyau dur de l'électorat de gauche est favorable à l'intervention étatique sur les deux axes : il s'agit des catégories ouvrières et des salariés du secteur public, qui votent pour le Parti socialiste, le PSU, le Parti communiste et l'extrême gauche. Le noyau dur de l'électorat de droite s'oppose à la fois aux nationalisations des entreprises et à la redistribution du revenu par l'impôt : il est composé des artisans, commerçants, professions libérales ainsi que des cadres supérieurs du secteur privé, qui votent majoritairement pour le RPR, le CDS et l'extrême droite. Les deux alliances sociales sont assez compactes et relativement en phase avec la représentation politique (la position des différentes catégories citées est dans le graphique très proche de celle des électeurs des partis de référence). On peut aussi caractériser un troisième regroupement social, minoritaire, favorable à la redistribution du revenu mais opposé aux nationalisations. Les catégories concernées - les personnels de service du public et du privé et les ouvriers agricoles - votent pour des partis minoritaires au sein de la gauche (le MRG en particulier). Les employés du secteur privé se partagent entre cette "deuxième gauche" et la droite.

[GRAPHIQUE 1978-II ET 1978-III]

⁴Comme indiqué plus en détail dans l'annexe F, l'analyse des contributions de chaque variable (et de chaque modalité) à l'inertie des facteurs nous permet de caractériser les axes factoriels. Pour chaque axe, l'ensemble des contributions est égal à 100. En 1978, 6 variables sont incluses dans l'analyse (24 modalités) ; la contribution moyenne est donc de $100/6=16.66\%$ pour les variables (et $100/24=4.16\%$ pour les modalités). Afin d'interpréter nos axes, nous retenons les variables dont la contribution à l'inertie des facteurs est supérieure à la moyenne. Le même calcul est appliqué lors des analyses suivantes, selon le nombre de variables et de modalités actives. Ainsi, les questions structurant l'espace politique en 1978 (et celles qui sont le mieux représentées par notre plan factoriel - avec un \cos^2 proche de l'unité) sont les suivantes : pour l'axe 1 (horizontal), *nationalisations* et *interdiction des licenciements si pas d'emploi garanti* ; pour l'axe 2 (vertical), *augmentation des impôts pour la gratuité des services publics* et *suppression des avantages pour réduire les inégalités*.

Encadré 2 : Comment lire les graphiques

Axes factoriels Le pourcentage à côté des axes correspond à la proportion de l'inertie du nuage expliquée par chaque axe. Les axes passent par le centre de gravité du nuage et maximisent l'inertie (importance des corrélations). L'analyse de données offre plusieurs manières de décrire un nuage de points. Notamment, plusieurs axes factoriels sont disponibles à l'issue de l'analyse. D'une manière générale, nous n'avons sélectionné que les 2 premiers axes factoriels, ceux-ci expliquant une bonne partie de la variance.

Variables explicatives Les carrés représentent les variables structurant le plan factoriel (les attentes sociales). Plus le carré est important et plus il est positionné le long d'un axe, plus il participe à l'inertie des facteurs. Pour une même année électorale, les axes que nous représentons sont toujours les mêmes. En revanche, ils changent d'une année à l'autre. Pour faciliter la lecture, toutes les variables structurantes (i.e. les carrés) d'une même année ne sont pas incluses dans un seul graphique, mais divisées en plusieurs graphiques.

Variables illustratives Les triangles (ou bien les ronds) correspondent aux variables illustratives (i.e. qui ne participent pas à l'inertie des axes). Ceci permet de représenter les individus en fonction de caractéristiques socio-professionnelles (les triangles) ou bien politiques (les ronds) sur le plan factoriel. Plus un triangle est proche d'un carré, plus l'individu caractérisé par le triangle (e.g. profession libérale) est en accord avec la modalité représentée par le carré (e.g. en faveur des privatisations). Des regroupements d'individus sont alors possibles, selon les modalités communes dont ils sont les plus proches.

Résultats du premier tour (%)		
RPR	22,62	
CDS	21,45	
Majorité présidentielle	2,39	
<i>Sous-total droite</i>		46,46
Front National	1,60	
<i>Sous-total extrême droite</i>		1,60
PS	22,58	
PCF	20,55	
Ecologistes	2,14	
MRG	2,11	
<i>Sous-total gauche</i>		47,38
Extrême gauche	3,33	
<i>Sous-total extrême gauche</i>		3,33
Autres	1,17	

Table 1: Législatives 1978

Les résultats du premier tour montrent que les poids du bloc social de gauche et du bloc de droite sont pratiquement équivalents. La gauche a en réalité un petit avantage en

voix, mais la droite gagne l'élection grâce à l'échec d'un accord de la gauche sur les reports de voix au deuxième tour⁵. Les législatives de 1978 constituent une exception parmi les élections analysées dans ces pages : en règle générale, la capacité de regrouper le vote ouvrier et celui du secteur public apparaît comme la condition nécessaire et suffisante à la victoire de la gauche.

4.2 La crise économique à l'origine d'un nouveau clivage politique

Dix ans après le début de la période étudiée, lors de l'élection présidentielle de 1988, on voit apparaître un deuxième clivage lié à la crise économique du pays (entre 1978 et 1988, le taux de chômage double, passant de 4.9 % à 10.1 % de la population active). Mais le thème de l'intervention de l'Etat dans l'économie, qui explique encore une partie importante de la variance totale, permet de retrouver les deux blocs sociaux des années 70⁶.

Ainsi, la demande d'un rôle important de l'Etat provient des catégories ouvrières ainsi que de l'ensemble des salariés du secteur public ; la réduction d'un tel rôle est par contre demandée par les indépendants (commerçants, artisans, professions libérales) ainsi que par les catégories moyennes et hautes du secteur privé (contremaîtres, employés, professions intermédiaires et cadres supérieurs). Cependant, la cohérence de ces deux alliances est remise en cause par le deuxième clivage, horthogonal au premier, qui est en rapport direct avec la crise économique. Aux catégories qui se sentent menacées par la crise et le chômage s'opposent celles qui se sentent protégées par les institutions existantes⁷.

[GRAPHIQUE 1988-I]

Ce deuxième clivage a une dimension économique et une repercussion politique : les électeurs (qui se perçoivent comme) menacés par la crise sont, à l'intérieur de chacun des deux blocs, ceux qui ont un revenu relativement faible ; ils sont aussi ceux qui expriment le plus fort mécontentement vis-à-vis de leur parti de référence. L'émergence de ce deuxième clivage implique en particulier une fracture profonde au sein de l'électorat de la droite, et explique la première forte poussée du Front national.

Les électeurs de droite qui se sentent menacés par la crise économique réagissent en demandant une politique libérale beaucoup plus radicale que celle proposée par les partis "de gouvernement" ; leur mécontentement est intercepté par le Front National. L'électorat d'extrême droite juge très négativement les nationalisations et très positivement les privatisations, attribue une valeur très positive au profit et à la bourse, s'oppose fortement

⁵En effet, l'échec du sommet de la gauche en septembre 1977 ne permet pas à une coalition de se former, le PCF accusant alors le PS d'un "virage à droite" (G. Marchais) au sujet des nationalisations.

⁶En 1988, les questions qui structurent l'espace politique sont les suivantes pour l'axe 1 (horizontal) : *nationalisations, privatisations et rétablissement de l'ISF* ; axe que l'on a nommé "intervention publique".

⁷Les variables retenues pour interpréter l'axe 2 (vertical) sont les suivantes : *profit, bourse* et *garantir un revenu minimum par foyer*. Par ailleurs, comme le montre le graphique 1988-I, nous projetons des variables illustratives (qui ne participent pas à l'inertie des axes) pour faciliter l'interprétation : *perception du risque de chômage et évolution du niveau de vie*. Cet axe semble alors distinguer les individus par leur perception d'être ou non "menacés par la crise".

à l'ISF et considère que la suppression des syndicats et du droit de grève ne serait "pas grave du tout". Les électeurs de J. Chirac et de R. Barre donnent des réponses du même signe mais plus nuancées à ces questions. On remarquera aussi que les électeurs du FN perçoivent la transformation sociale comme très dangereuse.

Résultats du premier tour (%)		
Chirac (RPR)	19,95	
Barre (UDF)	16,54	
<i>Sous-total droite</i>		<i>36,49</i>
Le Pen (FN)	14,37	
<i>Sous-total extrême droite</i>		<i>14,37</i>
Mitterrand (PS)	34,10	
Lajoinie (PCF)	6,75	
Juquin (PCF)	2,09	
Waechter (Verts)	3,77	
<i>Sous-total gauche</i>		<i>46,71</i>
Boussel (PT)	0,38	
Laguiller (LO)	1,99	
<i>Sous-total extrême gauche</i>		<i>2,37</i>

Table 2: Présidentielles 1988

[GRAPHIQUE 1988-II]

Comme en 1978, la base sociale de la gauche est enracinée dans le secteur public - toutes les catégories du secteur votent majoritairement pour la gauche et l'extrême gauche - et dans les catégories ouvrières, à l'exception des ouvriers agricoles et des contremaîtres du secteur privé. Cette dernière catégorie est, avec les commerçants, la plus proche du Front National : ce sont les catégories qui nourrissent la contestation sur la droite de la droite républicaine. Dans la base sociale de cette dernière on retrouve par contre l'ensemble du monde agricole (exploitants et ouvriers), les professions libérales, les professions moyennes et hautes du secteur privé (employés, professions intermédiaires et cadres) ainsi que les artisans. Le passage de voix de la droite au Front National se fait donc principalement dans les catégories les moins aisées de l'électorat de droite, qui se sentent menacées par la crise économique.

[GRAPHIQUE 1988-III]

4.3 De la crise économique à la contestation politique

Si le thème de l'intervention de l'Etat dans l'économie demeure central dans la structuration de la demande politique même au cours des années 90, l'élection présidentielle de 1995 présente deux nouveautés importantes. D'une part, le clivage lié aux conséquences de la crise économique est encore présent, mais prend désormais la forme d'un positionnement vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie française. D'autre part, la participation au

processus d'intégration européenne devient un facteur important de différenciation des attentes sociales⁸.

Ainsi, dans notre analyse le premier axe est clairement lié à la question du rôle de l'Etat⁹. Le deuxième axe est lié au niveau d'adhésion aux mécanismes de la représentation politique¹⁰. Le troisième axe est défini par le thème de l'intégration européenne¹¹. Cette troisième dimension, dont l'émergence est probablement liée au referendum de 1992 sur le traité de Maastricht, deviendra centrale lors des élections suivantes (1997 et 2002).

[GRAPHIQUE 1995-I]

Résultats du premier tour (%)		
Chirac (RPR)	20,84	
Balladur (RPR)	18,58	
de Villiers (MPF)	4,74	
<i>Sous-total droite</i>		<i>44,16</i>
Le Pen (FN)	15,00	
<i>Sous-total extrême droite</i>		<i>15,00</i>
Jospin (PS)	23,30	
Hue (PCF)	8,64	
Voynet (Verts)	3,32	
<i>Sous-total gauche</i>		<i>35,26</i>
Laguiller (LO)	5,30	
<i>Sous-total extrême gauche</i>		<i>5,30</i>
Cheminade (S&P)	0,28	

Table 3: Présidentielles 1995

En 1995, la force du Front National s'explique toujours par une contestation contre les partis de la droite classique de la part d'électeurs qui jugent cette dernière insuffisamment libérale. Par ailleurs, le pôle "extrême gauche" (dans lequel, du point de vue des attentes de l'électorat, il faut inclure le Parti Communiste) se différencie de la gauche bien davantage que lors des élections précédentes. Il apparaît ainsi une double contestation qui fragilise les partis "de gouvernement". Certes, il semble raisonnable de lier l'émergence

⁸Techniquement, l'inertie de nos deux axes principaux est particulièrement faible dans cette élection à cause du grand nombre de variables, et l'introduction d'un troisième axe permet de distinguer les positions des électeurs plus clairement.

⁹En 1995, l'axe 1 (horizontal) est interprété à partir des variables suivantes : *importance du thème protection sociale dans le vote* et *importance du thème chômage dans le vote*. Nous interprétons cet axe comme représentant l'intervention de l'Etat dans l'économie.

¹⁰L'axe 2 (vertical) est interprété à partir des variables suivantes : *sentiment sur la réforme* et *importance des thèmes solidarité et égalité dans le vote*. En outre, nous projetons en variable illustratives le sentiment des individus sur le *fonctionnement de la démocratie en France*, afin d'établir une meilleure interprétation de l'axe. Au final, on retient le niveau d'adhésion aux mécanismes de la représentation politique comme structurant le plan factoriel sur l'axe vertical.

¹¹En 1995, l'axe 3 (horizontal) est interprété à partir des variables suivantes : *sentiment vis-à-vis de l'Europe* et *construction européenne*. On remarque que la corrélation entre le deuxième et le troisième axe est très forte : les groupes insatisfaits du fonctionnement de la démocratie en France contestent la construction européenne, et les autres la soutiennent.

de ce mécontentement à la situation particulière des années qui ont précédé l'échéance électorale, marquées par la cohabitation entre un Président socialiste et un gouvernement gaulliste. La situation de cohabitation empêche une opposition forte de la part des socialistes contre le gouvernement et des gaullistes contre le Président : les partis qui se situent aux extrêmes de l'échiquier politique en sortent ainsi renforcés. Mais il apparaît aussi évident que les groupes sociaux porteurs de la contestation contre les partis "de gouvernement" sont ceux qui se sentent le plus menacés par les conséquences de la crise économique.

L'axe droite/gauche traditionnel repose, comme lors des élections précédentes, sur les attentes vis-à-vis de l'Etat. Si l'on considère la demande de réduction du temps de travail, de soutien des salaires et de lutte contre le chômage, on constate que les électors du Front National, de la droite républicaine, des verts, des socialistes, de l'extrême gauche et celui du Parti Communiste se situent le long d'un continuum¹².

[GRAPHIQUE 1995-II]

Cependant, le deuxième clivage - qui oppose les électeurs satisfaits par le fonctionnement de la démocratie française à ceux qui le contestent - apparaît comme en 1988 horthogonal au premier, et produit une fracture qui passe à l'intérieur des deux alliances sociales traditionnelles. Ainsi, le Front National s'enracine toujours dans les couches les moins aisées de l'électorat traditionnel de la droite (artisans et commerçants). De façon semblable, la contestation de la gauche se fait surtout dans la partie la plus populaire de son électorat traditionnel : les ouvriers qualifiés et spécialisés, aussi bien du secteur public que du secteur privé, ainsi que les personnels de service du public s'éloignent du Parti socialiste et encore plus des écologistes et se rapprochent de l'extrême gauche. La base sociale de la gauche modérée est désormais constituée par les catégories hautes du public (cadres supérieurs et professions intermédiaires) et, dans une moindre mesure, par les employés. La base sociale de la droite républicaine est à son tour restreinte et se limite aux catégories hautes du privé (cadres supérieurs et professions intermédiaires), aux agriculteurs exploitants et aux professions libérales¹³. On retrouve ainsi en France un résultat déjà mis en évidence dans d'autres pays européens (Thomassen [2005]) : les électeurs les plus mobiles appartiennent aux classes les moins aisées.

[GRAPHIQUE 1995-III]

¹²On pourrait s'étonner du fait que les électeurs du PC expriment des attentes plus radicales que celles dont est porteur l'électorat d'extrême gauche. Cela s'explique probablement par la nature différente du vote : vote d'adhésion au programme du parti en ce qui concerne le PC, vote stratégique visant à conditionner la ligne du PS en ce qui concerne l'extrême gauche. Une telle hypothèse est renforcée par la comparaison entre les bases sociales respectives : les ouvriers pèsent plus lourd dans celle du PC, les professions intermédiaires et supérieures du public dans celle de l'extrême gauche.

¹³On notera le positionnement des électeurs de Jacques Chirac, élu au terme d'une campagne centrée sur le thème de la "fracture sociale" et censée attirer l'électorat populaire de gauche. Or, les électeurs qui ont appuyé J. Chirac au premier tour ne se différencient guère - ni par leur extraction sociale ni par leurs demandes politiques - de ceux qui ont appuyé l'autre candidat sorti des rangs du parti gaulliste, Edouard Balladur...

On constate ainsi, dès 1995, une véritable dynamique de crise, si par ce terme on désigne une situation dans laquelle une large partie de l'électorat ne se reconnaît plus dans les partis qui ont vocation à gouverner. Cette crise s'explique par la superposition au traditionnel axe droite/gauche (lié au thème de l'Etat) d'un axe "contestation" qui oppose les catégories à plus haut revenu aux catégories populaires¹⁴. Ce qui produit un double mouvement : d'une part les artisans et les commerçants s'éloignent de la droite républicaine (qu'ils jugent insuffisamment libérale) pour se rapprocher du Front National. D'autre part, les catégories ouvrières s'éloignent du Parti Socialiste (qu'ils jugent trop libéral) pour se rapprocher de l'extrême gauche. Seules les catégories intermédiaires et hautes, du privé et du public, paraissent satisfaites des années de cohabitation et restent fidèles à leur parti de référence (le PS pour les catégories du public, le parti gaulliste pour les catégories du privé).

Enfin, l'analyse du troisième axe permet dès 1995 de voir la nouvelle forme que prend la contestation politique : les groupes sociaux insatisfaits du fonctionnement de la démocratie française - qui sont les mêmes qui perçoivent la crise économique comme une réelle menace - rejettent la participation de la France au processus d'intégration européenne. Déjà en 1995, le positionnement vis-à-vis de l'Europe est source d'un clivage politique qui deviendra très important au cours de la période suivante ; mais, si on le lit comme une évolution du clivage produit par la crise économique, sa nouveauté doit être relativisée.

4.4 De la contestation politique au rejet de la construction européenne

En 1997, le thème de l'intégration européenne joue désormais un rôle central dans la définition des clivages politiques. C'est d'ailleurs la seule année au cours de laquelle l'axe principal de notre analyse n'est pas lié au thème de l'intervention de l'Etat dans l'économie, mais justement à la perception du rôle joué par l'Europe et à la réaction au passage à la monnaie unique. Le fait marquant de l'élection législative, qui voit le retour aux responsabilités d'une coalition de "gauche plurielle", est le nouveau positionnement du Front National, qui arrive - comme lors des élections précédentes - à intercepter un électorat "de droite", mais aussi - ce qui est nouveau - un électorat "de gauche". En 1995 déjà, une partie de l'électorat traditionnel de la gauche avait délaissé les partis "de gouvernement" et appuyé la candidate de Force Ouvrière. Mais le nouveau rôle joué par le thème de l'unification européenne dans la structuration des clivages politiques a un double effet. D'une part, la contestation au sein de la gauche gagne en ampleur ; d'autre part, le Front national apparaît aux yeux de nombreux électeurs répondre mieux que l'extrême gauche à la demande d'une politique protectionniste contre l'intégration européenne. On constate immédiatement la nouveauté de l'élection lorsqu'on considère que le FN se positionne en dehors de l'axe droite/gauche qui va de l'UDF et du RPR jusqu'au Parti Communiste, en passant par les Verts, le Parti Socialiste et l'extrême gauche¹⁵.

¹⁴Plus précisément, nous appelons "catégories populaires" toutes les catégories dont le revenu moyen est inférieur au revenu moyen de l'ensemble de la population. Voir annexe C.

¹⁵Le plan factoriel est ici très clairement structuré. Pour l'axe 1 (horizontal), *effets de l'Union Européenne sur la croissance en France, la France a bénéficié de l'Union Européenne, opinion sur la monnaie*

Résultats du premier tour (%)		
RPR	15,70	
UDF	14,22	
Divers droite	6,60	
<i>Sous-total droite</i>		<i>36,52</i>
FN	14,94	
<i>Sous-total extrême droite</i>		<i>14,94</i>
PS	23,53	
PCF	9,94	
Verts	6,81	
RDS	1,45	
Divers gauche	2,80	
<i>Sous-total gauche</i>		<i>44,53</i>
LO + LCR	2,52	
<i>Sous-total extrême gauche</i>		<i>2,52</i>
Autres	1,49	

Table 4: Législatives 1997

Les électeurs de la droite républicaine demandent une politique libérale aussi bien sur le plan intérieur que dans la politique extérieure : ils sont “plutôt contre” l’augmentation du SMIC, la création d’emplois publics, le passage aux 35 heures sans baisse des salaires, et ils donnent un jugement “assez positif” des privatisations. En même temps, ils sont “tout à fait favorables” à la monnaie unique, considèrent que l’Union européenne réduit les effets négatifs de la mondialisation et exprimeraient de “grands regrets” si la France venait à la quitter. Cependant, les électeurs qui expriment les attentes les plus fortes pour une politique libérale sur le plan intérieur - “tout à fait contre” les 35 heures, les emplois publics et la hausse du SMIC, et très favorables aux privatisations - sont relativement éloignés du RPR et de l’UDF, et proches du Front National.

[GRAPHIQUE 1997-I ET GRAPHIQUE 1997-II]

Parallèlement, les électeurs de gauche s’opposent à la politique libérale sur les plans intérieur et extérieur : d’une part ils se déclarent “tout à fait pour” les 35 heures, la hausse du SMIC et la création d’emplois publics et donnent un jugement “très négatif” des privatisations ; d’autre part, ils considèrent comme “plutôt” négatifs les effets de l’intégration européenne et de la monnaie unique.

De façon symétrique à ce qu’on a vu pour la droite, mais cette fois sur le plan extérieur, la partie de l’électorat qui exprime la demande la plus forte d’une politique protectionniste s’éloigne des partis de gauche (et d’extrême gauche) et se rapproche du FN : il s’agit des électeurs qui se déclarent “tout à fait contre” la monnaie unique et qui accueilleraient

unique et sentiment si la France abandonne l’Union Européenne sont les principales variables qui contribuent à l’inertie de l’axe factoriel : il s’agit donc d’un axe “Europe”. Pour l’axe 2 (vertical), nous retenons les variables suivantes : *passage aux 35h sans baisse de salaires, création d’emplois publics, augmentation du Smic et privatisations*. L’axe 2 représente donc l’opinion des individus sur “l’intervention publique”.

avec un “vif soulagement” l’abandon de l’Union Européenne par la France.

Même en présence d’un mécontentement répandu, cette élection marque un temps d’arrêt dans la montée de la crise politique qui commence en 1995. On constate en effet que la gauche en particulier, et dans une moindre mesure la droite, sont en phase avec les attentes d’une base sociale élargie. Il s’agit sans doute d’une conséquence de la réactivation du clivage droite/gauche au cours de la période du gouvernement Juppé. Pourtant, même en 1997, aux yeux d’une partie de l’électorat et en particulier sur la question des modalités de l’intégration européenne, gauche et droite ne se sont pas suffisamment différenciées... ce qui laisse prédire que la crise reprendra vigueur en 2002, à l’issue d’une nouvelle période de cohabitation.

On peut constater que la campagne de la future “gauche plurielle” (PS, PC et verts) a été en mesure de rassembler une grande partie de la classe ouvrière et même des employés. Dans cette élection, la position de classe joue davantage que le critère public/privé. Les fonctions hautes du secteur public, qui restent proches de la gauche, soutiennent plutôt le parti écologiste. On retiendra que ces groupes expriment des attentes sociales exactement à l’opposé de celles qui caractérisent l’électorat FN : plutôt interventionnistes en politique intérieure, et favorables à la monnaie unique et à la poursuite de l’intégration européenne. La partie de la base sociale traditionnelle de la gauche la plus proche du FN est constituée par les ouvriers du secteur privé (qualifiés, spécialisés et agricoles).

Dans la base sociale de la droite, on retrouve les catégories hautes du privé (professions intermédiaires et cadres supérieurs), ainsi que les contremaîtres du privé, les professions libérales et les agriculteurs exploitants. Les catégories qui expriment le mécontentement et qui se rapprochent du FN sont, comme dans l’élection précédente, les artisans et les commerçants.

[GRAPHIQUE 1997-III]

En résumé, on peut dire que l’axe politique qui va du RPR au Parti communiste se différencie par l’acceptation ou la contestation d’une politique libérale. Cependant, une partie de l’électorat considère que la différenciation de l’offre politique à l’intérieur de cet axe n’est pas suffisamment forte : les électeurs (de droite) qui demandent une politique très libérale sur le plan intérieur se tournent vers le Front national, et les électeurs (de gauche) qui demandent une politique très protectionniste sur le plan extérieur font la même chose. Ainsi s’explique le positionnement particulier du FN ; en proposant une offre perçue comme très libérale sur le plan intérieur et très interventionniste à l’extérieur, il sort de l’axe droite/gauche et arrive à intercepter le mécontentement aussi bien des électeurs déçus par une politique de droite jugée insuffisamment agressive à l’intérieur, et celui des électeurs de gauche qui considèrent que leurs partis de référence se sont pliés à la logique libérale sur le plan international.

4.5 Convergence au centre des partis “modérés” et éclatement de la crise

A l’occasion de la dernière échéance électorale que nous avons prise en compte, la présidentielle 2002, on retrouve sur l’axe principal le clivage traditionnel lié au thème de l’intervention de l’Etat dans l’économie, mais l’Europe continue de jouer un rôle déterminant dans la différenciation des attentes sociales¹⁶. Non seulement la contestation vis-à-vis de l’intégration européenne gagne en ampleur, mais elle provient désormais de groupes porteurs de demandes opposées.

[GRAPHIQUE 2002-I]

Les années de cohabitation d’une part, la convergence vers le “centre” des principaux candidats d’autre part, accroissent le nombre d’électeurs qui trouvent la droite trop modérée sur le plan de la politique intérieure et la gauche trop libérale sur le plan de la politique extérieure. Comme en 1997, les électeurs qui attendent une politique protectionniste de la gauche (qui ont une vision très négative de la mondialisation) ont une perception négative des conséquences de l’intégration européenne ; mais, fait nouveau, leur opposition à l’Europe et à la monnaie unique est partagée par les électeurs qui demandent à la droite une politique plus libérale (tandis qu’ils ont une vision positive de la mondialisation). Le Front National se nourrit de ce double mécontentement, dont l’ampleur était encore limitée cinq années auparavant, ce qui explique le passage de son candidat au deuxième tour¹⁷.

[GRAPHIQUE 2002-II]

L’axe droite/gauche qui repose sur les attentes concernant le rôle de l’Etat dans l’économie est clairement défini : il va des électeurs qui ont soutenu A. Madelin jusqu’aux électeurs du PC, en passant par les autres candidats de droite, Chevènement, Jospin, le candidat vert et l’extrême gauche.

Si on regarde les attentes des électeurs, on peut constater qu’il existe encore une forte demande de politique libérale sur le plan intérieur (vision très positive des privatisations, appui total à une éventuelle privatisation de la SNCF et à la réduction du nombre de fonctionnaires, hostilité totale aux 35h...) de la part d’électeurs qui sont relativement éloignés des positions de la droite républicaine ; mais on remarque surtout que monte une très forte attente d’une politique protectionniste parmi des électeurs qui s’éloignent aussi bien des partis de la “gauche plurielle” que de l’extrême gauche. Ces électeurs jugent “très négativement” la mondialisation et les Etats Unis ; ils ont une opinion “très

¹⁶L’axe 1 (horizontal) est bien représenté par les variables suivantes : *privatisations, intervention de l’Etat dans les licenciements et réduction du nombre de fonctionnaires* ; tandis que l’inertie de l’axe 2 (vertical) est principalement due aux variables suivantes : *effet de l’euro et sentiment si la France abandonne l’Union Européenne*.

¹⁷Alors que l’on évoque souvent comme cause de l’échec à gauche la fragmentation du parti lors des élections de 2002, il faut bien constater que l’ensemble de la gauche ne totalise que 32.45 % des voix contre 44 % en 1997, 35 % en 1995, 46 % en 1988 et 47 % en 1978... ce résultat reste valable si l’on additionne les voix de l’extrême gauche à celles de la gauche modérée.

“négative” des privatisations, “très positive” du passage aux 35 heures, et se déclarent “tout à fait contre” la réduction du nombre des fonctionnaires et la privatisation de la SNCF. Comme nous l’avons signalé, ces deux regroupements “contestataires” s’opposent ensemble à l’intégration européenne : ils donnent un jugement “très négatif” sur l’euro et accueilleraient avec “soulagement” un éventuel abandon de l’Union européenne de la part de la France.

Résultats du premier tour (%)		
Chirac (RPR)	19,88	
Bayrou (UDF)	6,81	
Boutin (Boutin2002)	1,19	
Lepage (Ecolos)	1,88	
Saint-Josse (CPNT)	4,23	
Madelin (DL)	3,91	
<i>Sous-total droite</i>		<i>37,90</i>
Le Pen (FN)	16,86	
Mégret (MNR)	2,34	
<i>Sous-total extrême droite</i>		<i>19,20</i>
Jospin (PS)	16,18	
Hue (PCF)	3,37	
Mamère (Verts)	5,25	
Chevenement (MDC)	5,33	
Taubira (RG)	2,32	
<i>Sous-total gauche</i>		<i>32,45</i>
Laguiller (LO)	5,72	
Glückstein (PT)	0,47	
Besancenot (LCR)	4,25	
<i>Sous-total extrême gauche</i>		<i>10,44</i>

Table 5: Présidentielles 2002

Les électeurs qui se reconnaissent dans la position de la droite républicaine considèrent comme “assez positives” les privatisations et la mondialisation, sont “plutôt pour” la réduction du nombre de fonctionnaires ; de même, les électeurs de la gauche plurielle donnent un jugement “assez positif” des 35h, sont “plutôt contre” la réduction du nombre de fonctionnaires, ont une vision “assez négative” de la mondialisation et des Etats-Unis. Les bases sociales de la droite républicaine et de la gauche modérée appuient ensemble la construction européenne : ils évaluent “assez positivement” les effets de l’euro et c’est avec de “grands regrets” qu’ils réagiraient à un éventuel abandon de l’Union européenne. On constate donc que la gauche plurielle et la droite républicaine interceptent le soutien d’électeurs qui d’une part expriment des opinions “modérées” sur la politique économique, et d’autre part sont favorables à la poursuite de l’intégration européenne. Ceci est sans doute une conséquence de stratégies politiques visant la convergence au “centre”, mais aussi un effet des années de cohabitation.

Si l’on regarde le profil des classes qui se sentent représentées par la gauche plurielle et la droite républicaine, on peut avoir une idée plus précise de ce qu’a signifié la “convergence

vers le centre” de la part des principaux candidats à l’élection. Les choses se présentent de façon très claire : la droite républicaine représente les classes moyennes et hautes du privé (contremaîtres, employés, professions intermédiaires et cadres supérieures) ainsi que l’ensemble du monde agricole (exploitants et ouvriers) et les professions libérales ; les électeurs qui se sentent proches de la “gauche plurielle” appartiennent aux catégories hautes du public (contremaîtres, professions intermédiaires et cadres supérieurs). La base sociale de la gauche apparaît très rétrécie, car même les employés du secteur public s’en éloignent pour se rapprocher de l’extrême gauche.

[GRAPHIQUE 2002-III]

Finalement, l’ensemble des catégories à faible revenu est en 2002 loin des partis qui ont vocation à gouverner. En effet, la convergence au centre et la relative indifférenciation des principaux candidats qui découle de la cohabitation laissent une grande marge d’action au Front National, capable avec sa stratégie particulière d’intercepter les voix d’une partie des électeurs déçus par la droite et d’une partie de ceux déçus par la gauche. Des électeurs qui ont en commun d’appartenir aux catégories les moins favorisées. A droite, les commerçants et les artisans (qui expriment la demande de forte libéralisation de l’économie) sont proches du Front national. A gauche, l’ensemble des catégories ouvrières (qui demandent une politique protectionniste) se situe entre l’extrême gauche et le Front national. Ainsi, la tentative de l’offre politique de se situer à proximité des préférences de l’électeur médian prend une signification bien différente que dans les modèles théoriques : l’effet d’exclusion de l’ensemble des catégories à faible revenu, entamée en 1995, explique pour une grande partie la crise politique de 2002.

5 Conclusion et discussion

L’analyse de la demande politique lors des cinq échéances électorales qui font l’objet de cet article permet d’avancer une première lecture de la dynamique française en terme de crise politique. En premier lieu, l’évolution de la demande politique est clairement identifiée. En second lieu, le positionnement des groupes socio-économiques qui se cristallisent autour des thèmes structurant l’espace politique montre des alliances changeantes.

Tout d’abord, on retire de l’analyse que les dimensions qui structurent la demande politique en France évoluent au cours du temps. Cependant, une dimension se maintient sur l’ensemble de la période : c’est la dimension concernant la politique économique, ou le degré souhaitable d’intervention de l’Etat dans l’économie. Cette dimension sépare distinctement l’espace politique en deux pôles. Elle pourrait être assimilée à un axe gauche/droite : les partis sont le long d’un continuum. Une deuxième dimension nous permet de mettre en lumière la position particulière des partis extrêmes - et leur évolution au cours du temps. On peut alors découper notre période d’analyse en deux sous-périodes.

Sur la première partie de la période étudiée, cette deuxième dimension est liée aux conséquences de la crise économique, qui se répercute sur le soutien aux institutions politiques et sur le degré de satisfaction vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie française. Ainsi, on distingue l’électorat conservateur - au sens de soutien au modèle existant - de l’électorat contestataire. Cette dimension différencie notamment les électeurs

des partis modérés de ceux d'extrême droite et d'extrême gauche, de 1988 à 1995. Mais à partir de 1995, le pouvoir structurant de cette deuxième dimension s'affaiblit.

La transition a lieu lors de l'élection présidentielle de 1995. On voit alors apparaître une troisième dimension, qui représente la perception de l'électorat vis-à-vis de l'intégration européenne : elle se surperpose d'abord, puis remplace celle liée à la contestation des institutions politiques françaises. L'émergence de cette dimension s'explique probablement par le référendum de Maastricht qui a lieu en 1992 et met en lumière le nouvel enjeu européen. A partir de 1997, le pouvoir structurant de cette dimension européenne devient prépondérant : le débat autour des institutions françaises reste présent mais est fondu dans le débat autour de l'intégration européenne.

L'analyse permet également d'identifier les groupes sociaux qui portent les différentes demandes politiques. En 1978, le thème de l'intervention de l'Etat dans l'économie est à l'origine de la différenciation des attentes sociales. Le clivage qui en découle permet de distinguer deux blocs sociaux relativement homogènes et opposés. Mais la crise économique d'abord, le processus d'intégration européenne ensuite multiplient les lignes de fracture : les alliances sociales de soutien de la droite républicaine et de la gauche de gouvernement éclatent progressivement.

A droite, l'alliance entre les classes moyennes et hautes du secteur privé, les catégories du secteur agricole et les travailleurs indépendants entre en crise suite à la défection de ces derniers, en particulier des artisans et des commerçants, qui demandent au moins depuis 1988 une politique libérale beaucoup plus forte que celle proposée par la droite républicaine : une position qui en 2002 amène ces groupes à s'opposer à la participation de la France à la construction européenne¹⁸.

A gauche, le bloc social de soutien incluait en début de période les catégories du secteur public ainsi que l'ensemble des classes ouvrières. Mais dès 1995 l'assimilation de l'intégration européenne aux politiques libérales provoque des inquiétudes croissantes parmi les catégories ouvrières, qui délaissent progressivement le Parti socialiste et ses alliés pour se tourner vers l'extrême gauche ou le Front National. On retrouve la même dynamique dans le vote des chômeurs, dont le soutien aux partis de la gauche modérée a fléchi progressivement¹⁹.

Il paraît ainsi approprié de qualifier la situation française de crise politique, au sens que nous avons défini. La régulation du conflit social et la stabilité du système politique reposaient en France sur l'alternance au pouvoir de deux coalitions de parti qui représentaient des blocs sociaux aujourd'hui éclatés. Si l'on se tient aux hypothèses que nous avons énoncées au début de ce papier, on peut imaginer que les stratégies politiques se structureront dorénavant autour de deux pôles : d'une part les tentatives de constitution d'un nouveau bloc social dominant, d'autre part celles de reconstitution des anciens blocs qui doivent nécessairement intégrer un changement des "règles du jeu", c'est-à-dire des réformes institutionnelles. Entre ces deux pôles, un nombre important de possibilités intermédiaires reste évidemment envisageable.

De manière schématique, si la sortie de crise consistait à changer les règles du jeu pour préserver les anciens blocs sociaux, on peut imaginer quelles réformes sauraient concilier les attentes des différents groupes. A droite, il s'agirait de libéraliser le marché

¹⁸C'est aussi le cas lors du référendum de 2005 : voir l'annexe B.

¹⁹Voir les graphiques dans l'annexe D.

du travail (afin de répondre à la demande des commerçants et artisans) tout en rassurant les employés du privé²⁰. A gauche, il s'agirait de casser le lien (perçu) entre Europe (à laquelle tiennent les catégories moyennes et hautes du public) et politiques libérales (qui effraient les catégories ouvrières).

L'autre stratégie, une sortie de crise qui passerait par la constitution d'un nouveau bloc social sans transformation institutionnelle, impliquerait une restructuration de l'offre politique autour de la question européenne, tout en dépassant le clivage gauche/droite traditionnel lié au thème du rôle de l'Etat dans l'économie. La nouvelle alliance pro-européenne réunirait alors les catégories moyennes et hautes (employés, fonctions intermédiaires et cadres supérieurs) du privé et du public ; elle excluerait les catégories ouvrières et les travailleurs indépendants.

Cependant, il est évident que la dynamique de l'offre, qui participe à la structuration de l'espace politique, est pour partie autonome par rapport à celle de la demande et fortement conditionnée par les institutions politiques. Si l'analyse de l'offre politique reste à faire, nous pouvons d'ores et déjà souligner l'effet déstabilisant joué par deux facteurs qui l'ont caractérisée : les cohabitations entre un Président de la République et un gouvernement n'appartenant pas à la même coalition politique, et les stratégies de "convergence vers le centre" des principaux partis politiques.

L'effet des cohabitations est aisé à saisir : elles ont pour conséquence de rétrécir aux yeux des électeurs le spectre de l'offre politique, ce qui engendre un plus grand décalage avec des demandes politiques différenciées. Ainsi, les élections dans lesquelles l'écart entre les attentes sociales et la position des partis perçue par les électeurs a été le plus grand sont celles de 1995 et de 2002, qui ont eu lieu à l'issue de deux périodes de cohabitation.

A ce premier facteur, lié à des spécificités institutionnelles probablement dépassées depuis le passage au quinquennat, s'en ajoute un deuxième, lié aux stratégies délibérément poursuivies par les responsables politiques. Il s'agit de la tentative d'intercepter les voix des électeurs "modérés", autrement dit de se positionner au "centre" du système politique. L'article récent de Laver, Benoit & Sauger [2006] traite de l'offre politique française en 2002 et conclut que le candidat du Parti Socialiste Lionel Jospin a choisi un discours centriste *avant* le premier tour, ce qui a eu pour conséquence d'éloigner le coeur de sa base électorale sans lui permettre de rassembler l'électorat de la droite modérée. A l'inverse, Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen se sont concentrés sur le coeur de leur électorat, ce qui leur a permis d'assurer la victoire du premier tour. Pour les auteurs, l'erreur de Lionel Jospin a donc été d'adopter au premier tour une stratégie qui n'aurait été efficace qu'au second tour. Notre analyse suggère par contre, lorsque l'on décompose la demande politique sur plusieurs dimensions, que l'idée même d'existence d'un "centre" dans les attentes sociales est illusoire. Il n'est pas inutile de rappeler que le Théorème de l'électeur médian, qui offre un support scientifique aux stratégies de "convergence vers le centre", ne s'applique que si les électeurs ne peuvent choisir qu'entre deux partis politiques, et si au moment d'établir leur vote ils regardent tous une seule et même variable²¹ ; ce qui, comme nous l'avons montré, n'est pas le cas en France.

²⁰Ainsi, la mise en place en 2005 du CNE (contrat nouvelle embauche) qui ne touche que les toutes petites entreprises tout en préservant la plupart des salariés du privé paraît une stratégie tout à fait adaptée.

²¹Il existe des extensions du TEM à plusieurs variables, mais sous des hypothèses totalement irréalistes. Voir Mueller [2003] et pour une analyse critique Palombarini [2000].

A Analyse graphique

A.1 Résultats de l'analyse sur 1978

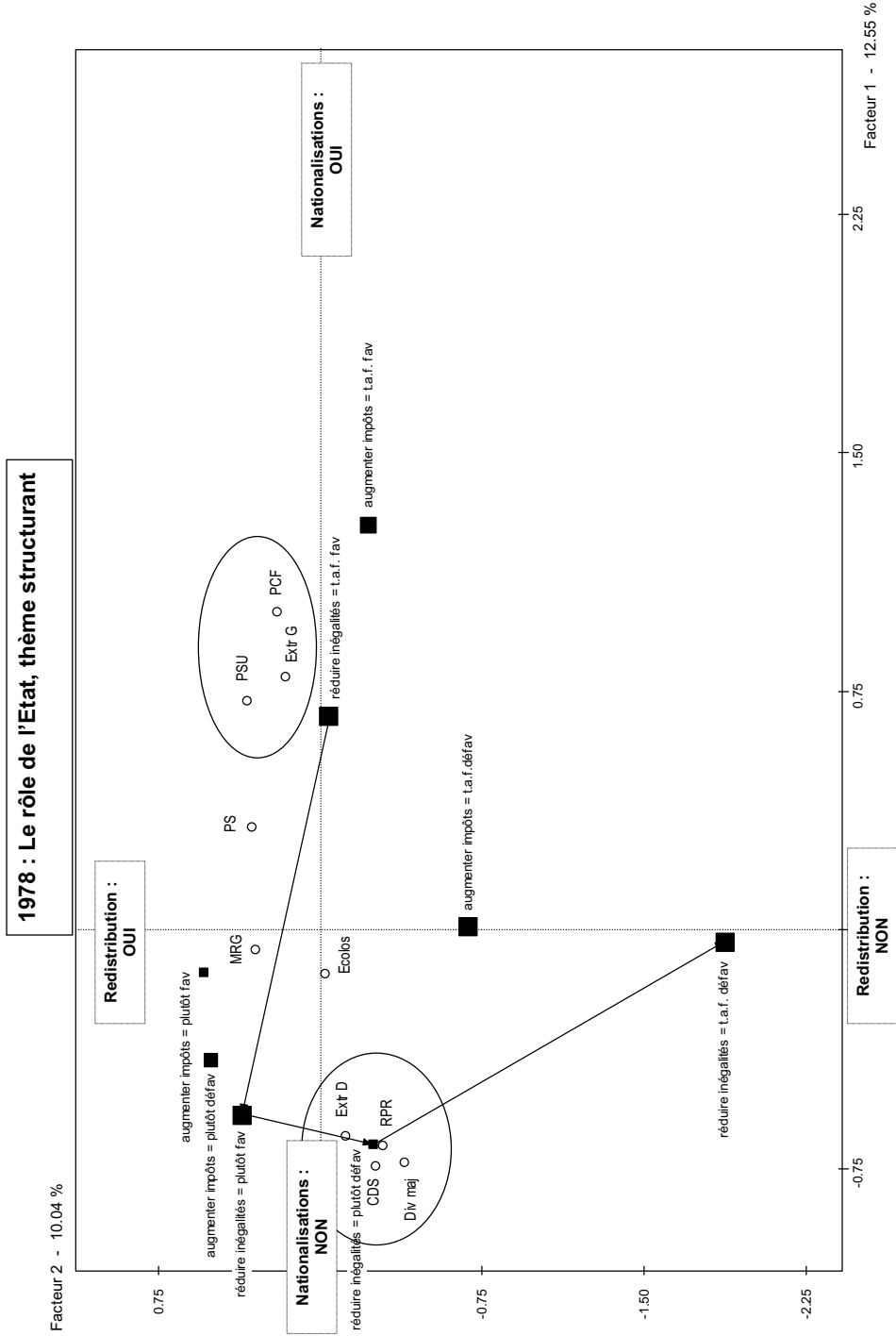


Figure 2: 1978-I

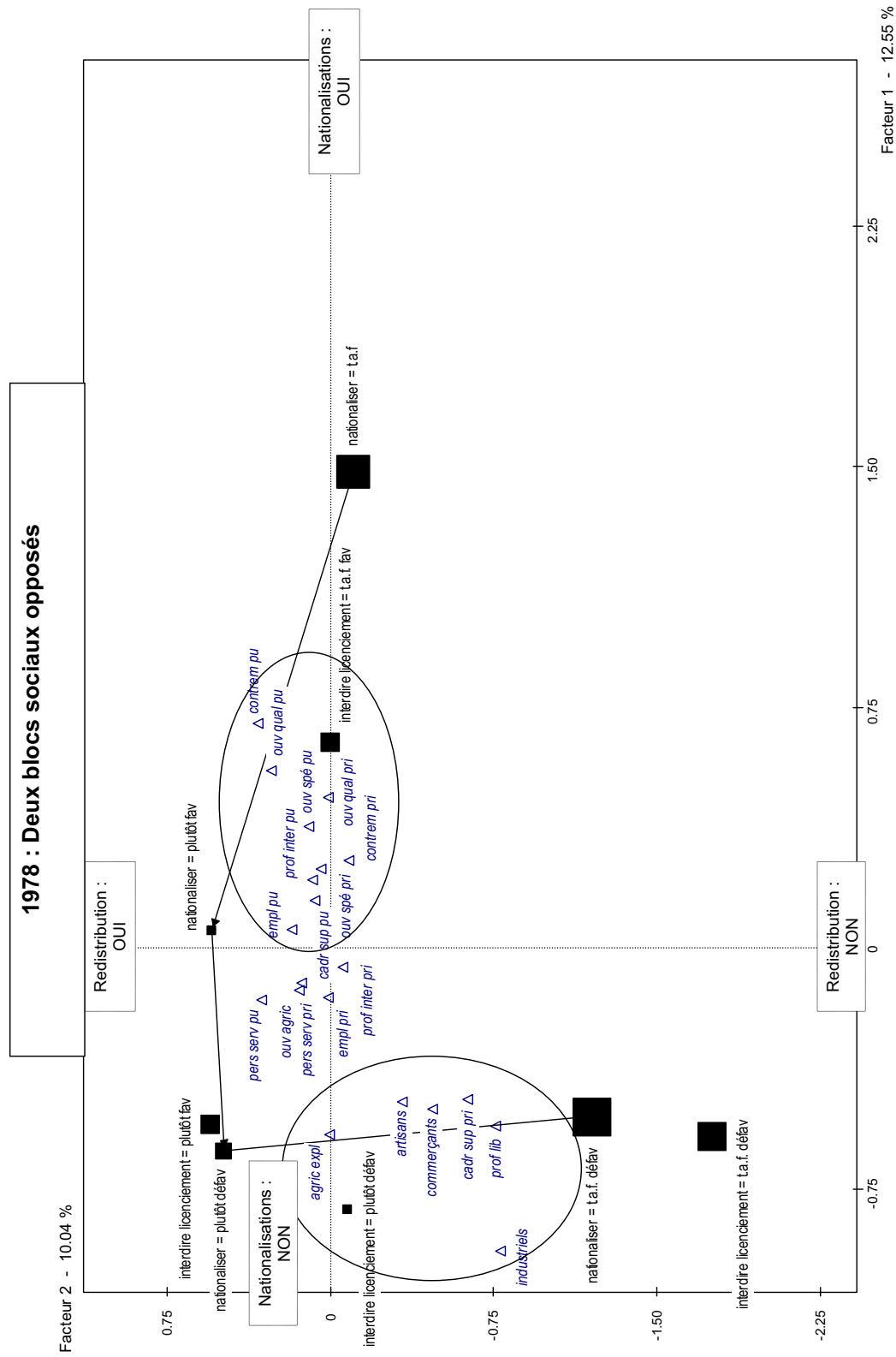


Figure 3: 1978-II

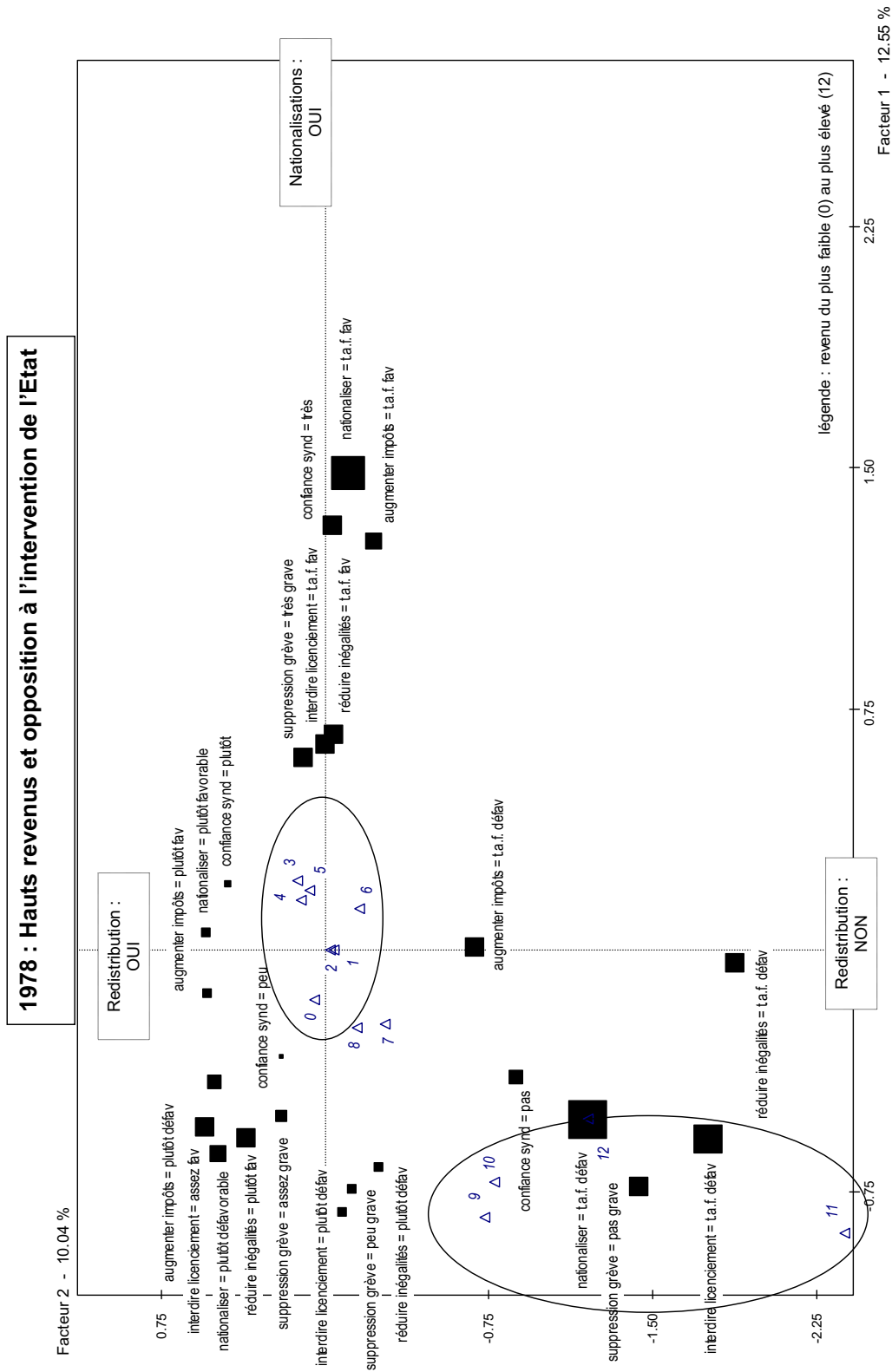


Figure 4: 1978-III

A.2 Résultats de l'analyse sur 1988

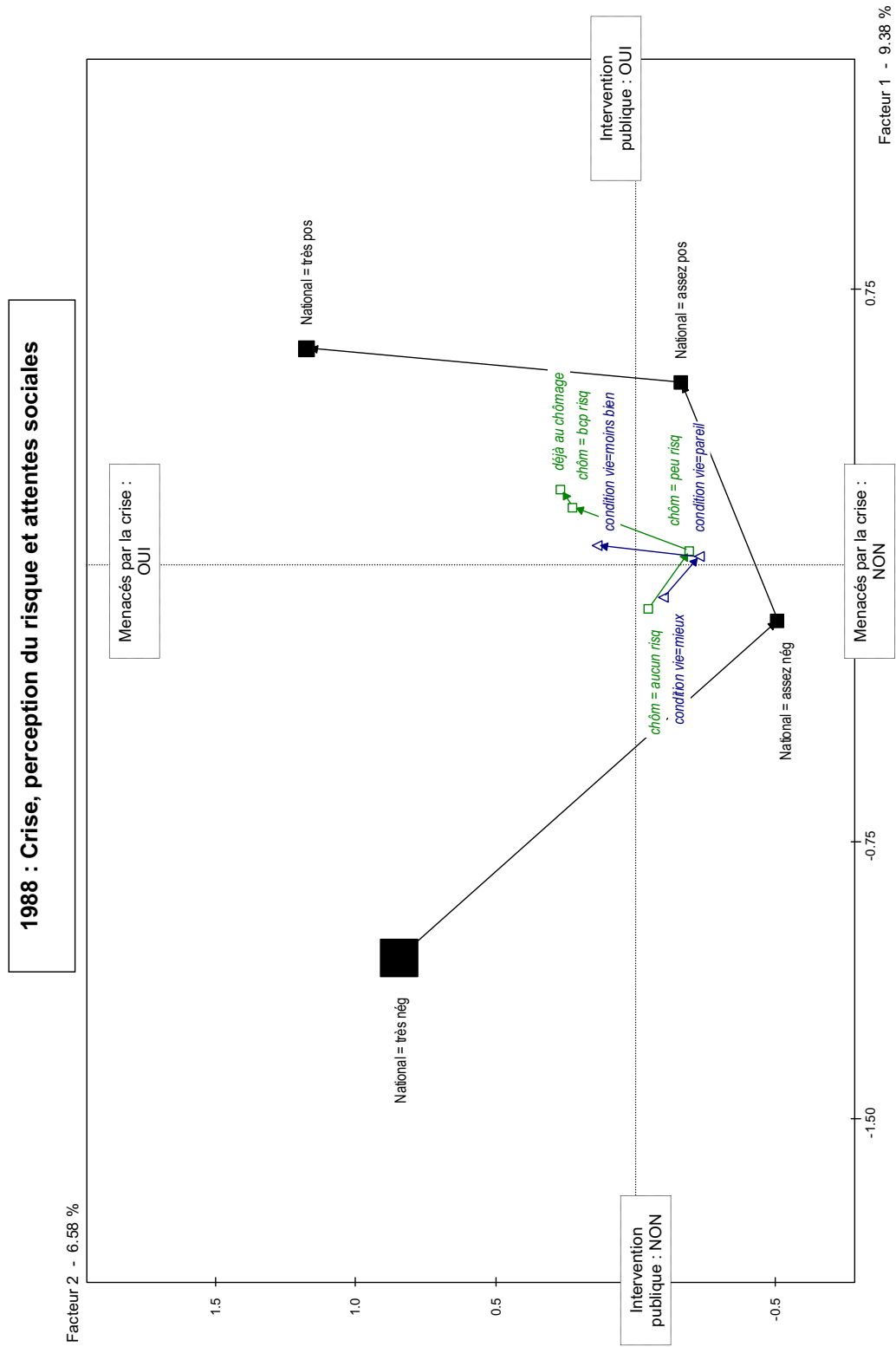


Figure 5: 1988-I

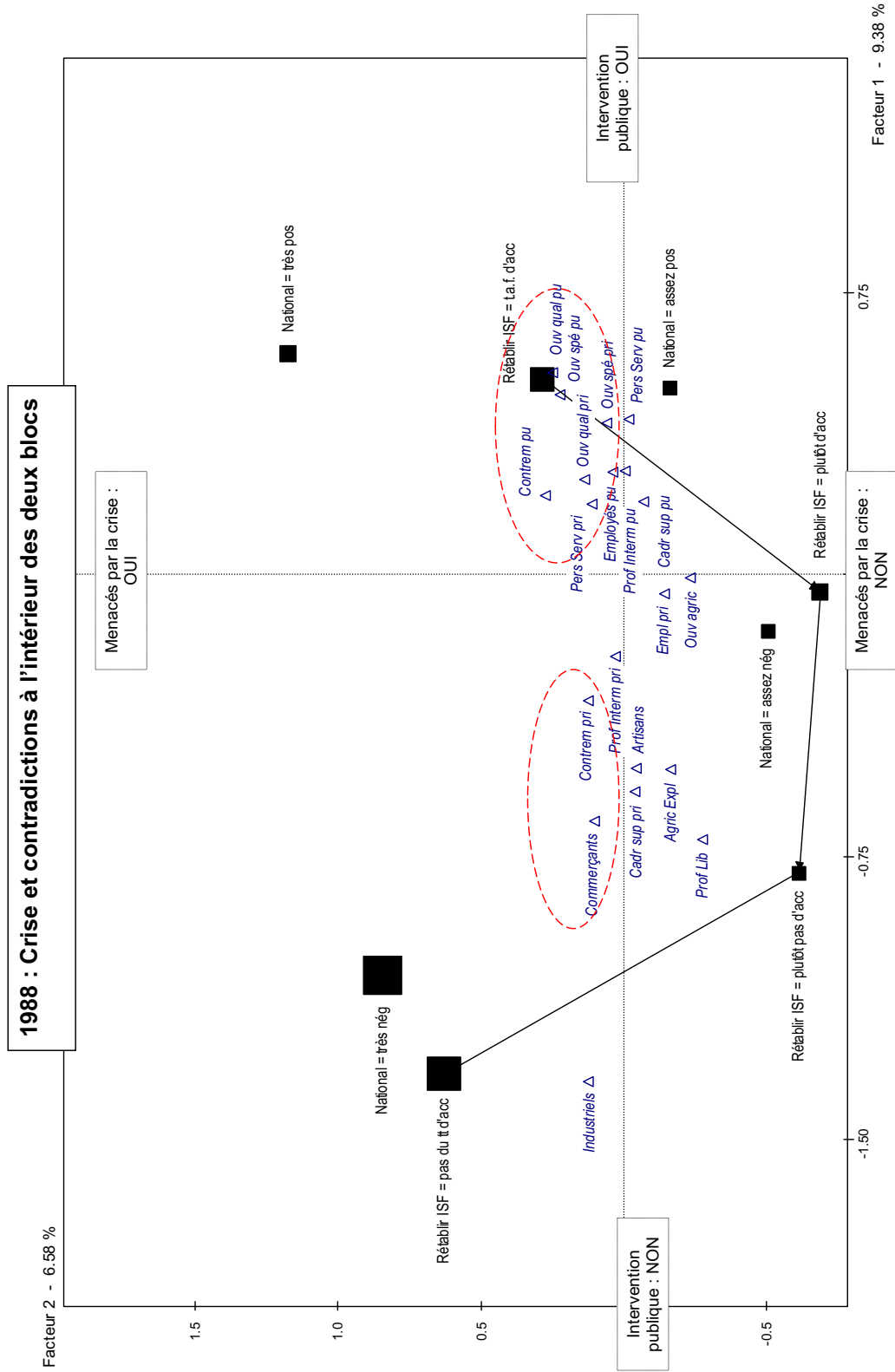


Figure 7: 1988-III

A.3 Résultats de l'analyse sur 1995

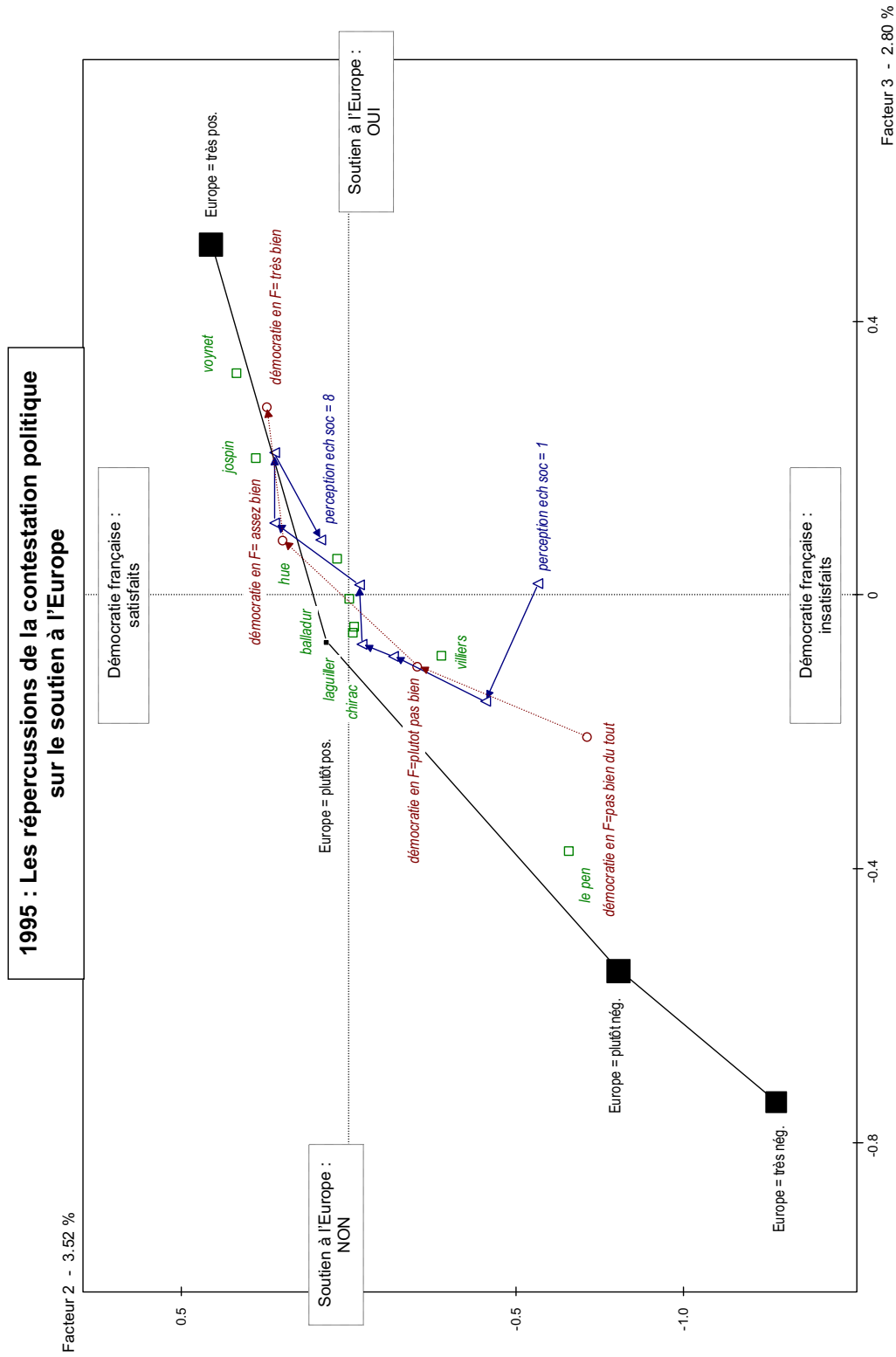


Figure 8: 1995-I

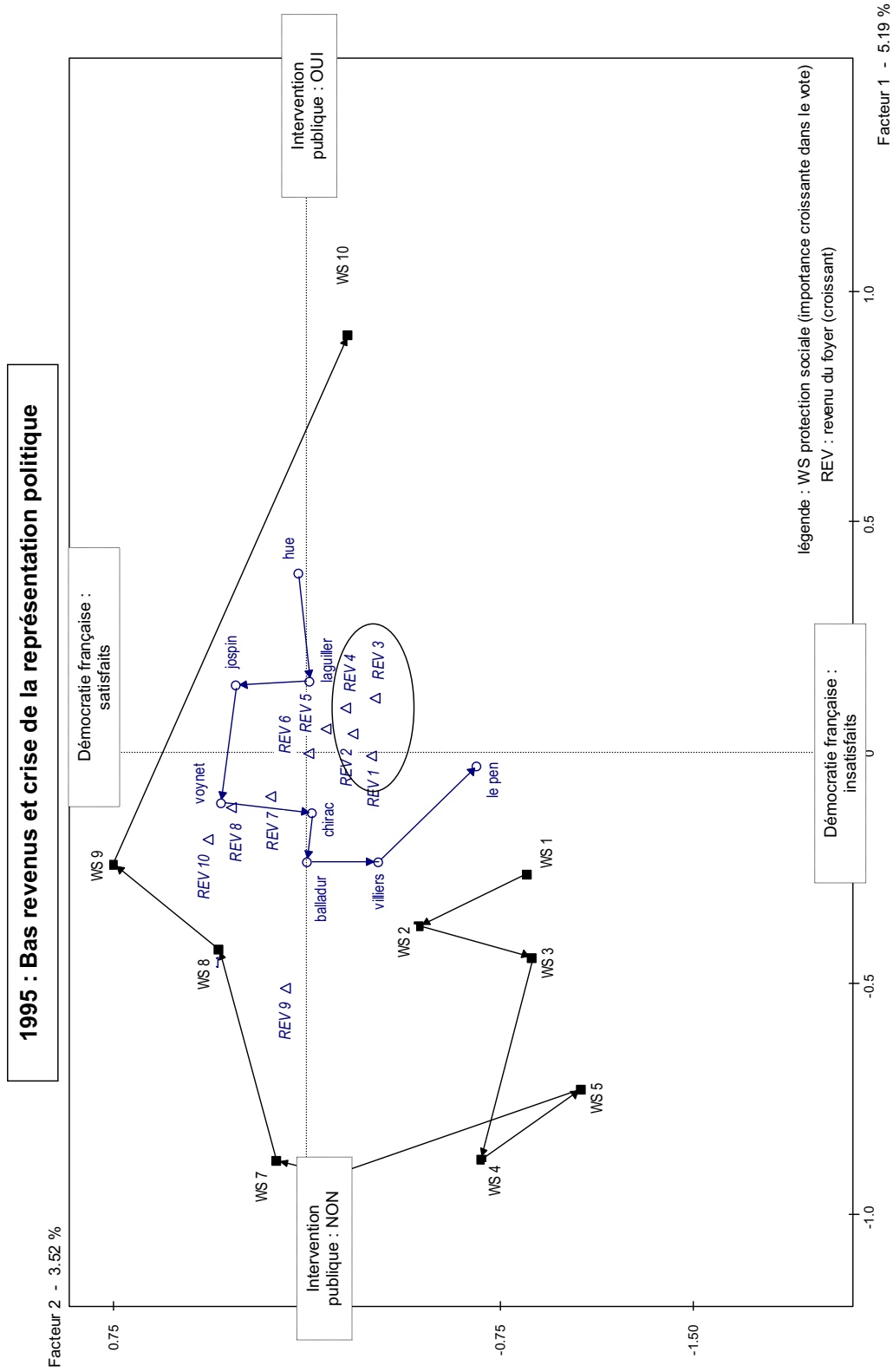


Figure 9: 1995-II

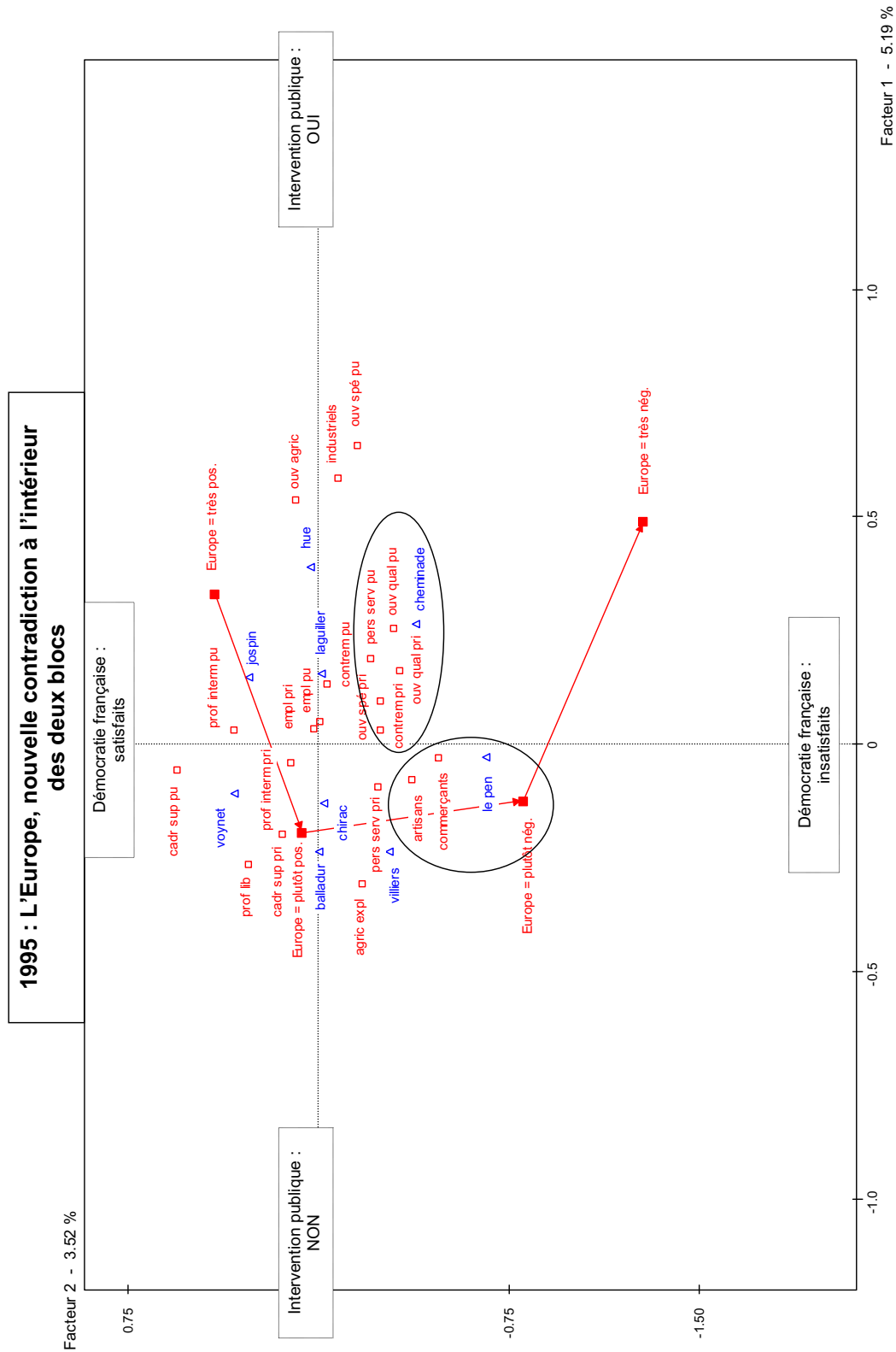


Figure 10: 1995-III

A.4 Résultats de l'analyse sur 1997

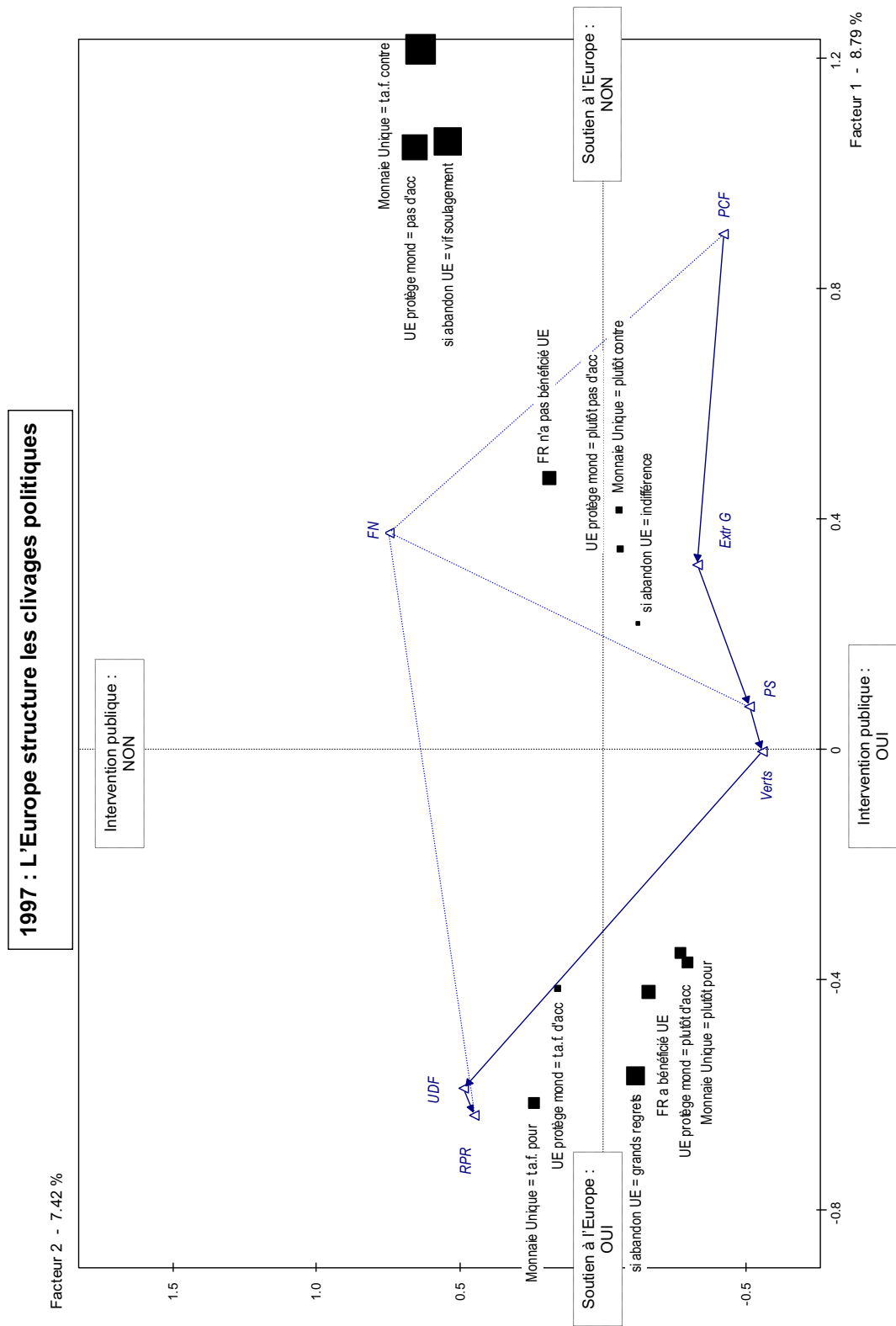


Figure 11: 1997-I

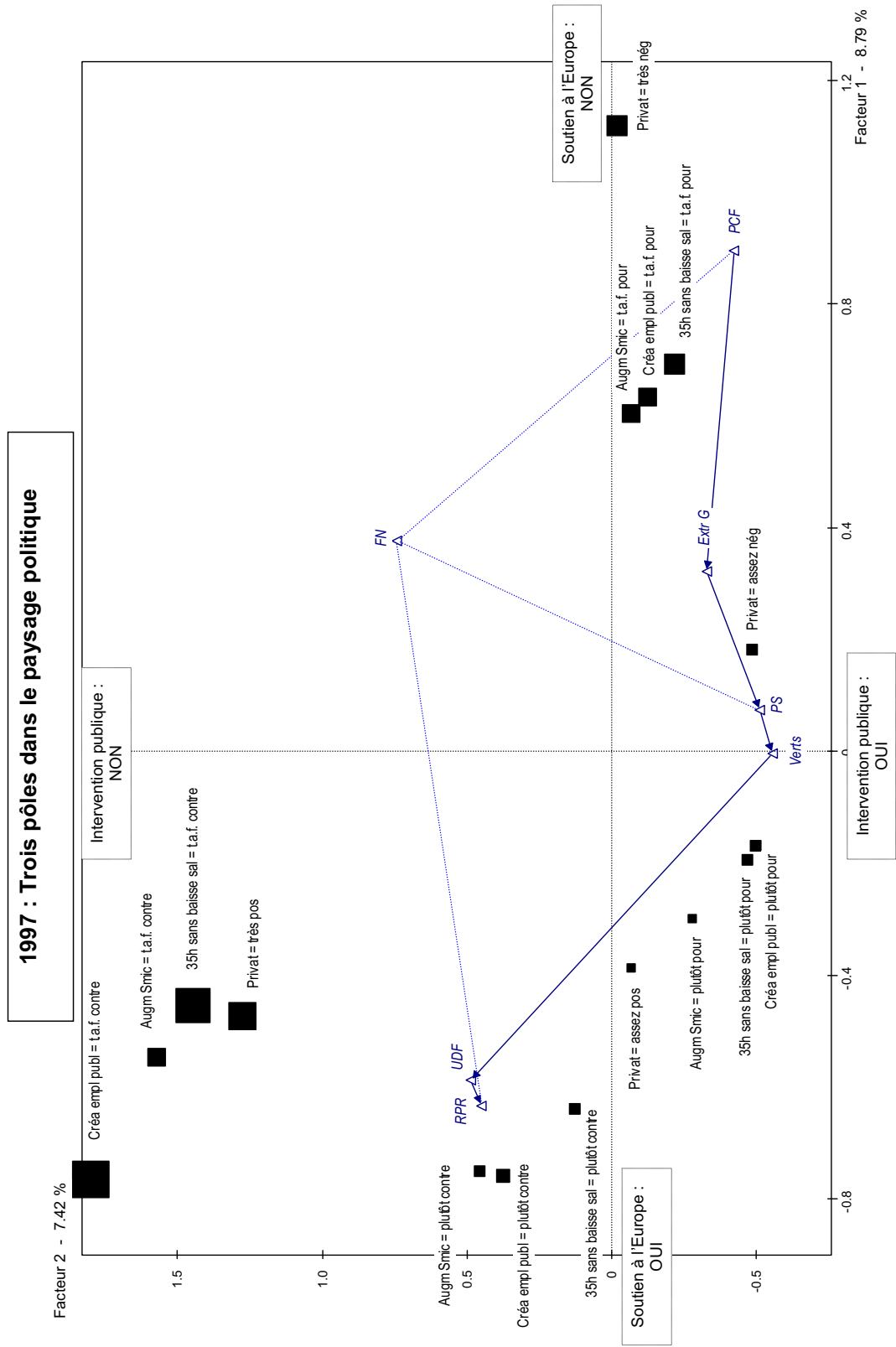


Figure 12: 1997-II

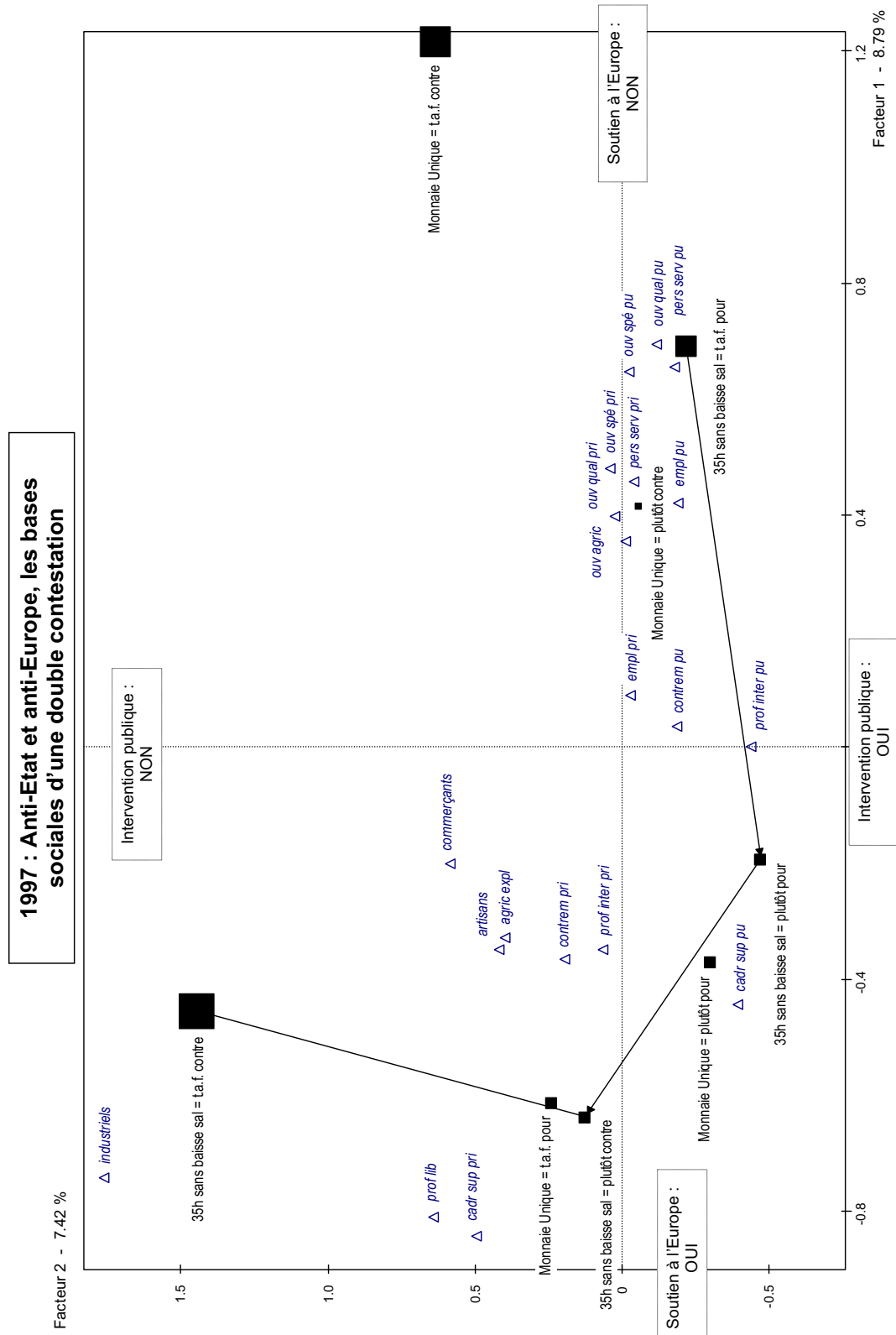


Figure 13: 1997-III

A.5 Résultats de l'analyse sur 2002

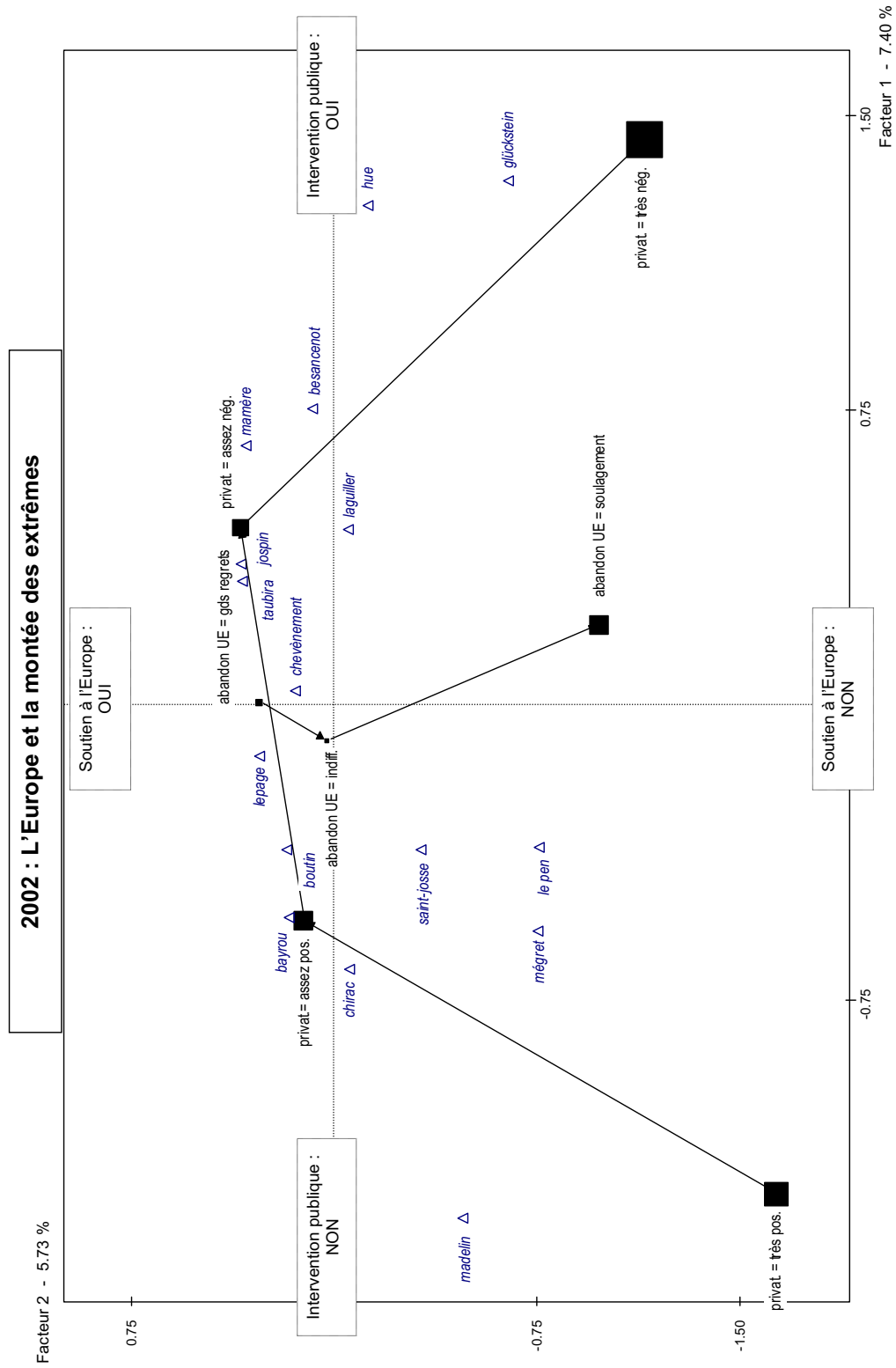


Figure 14: 2002-I

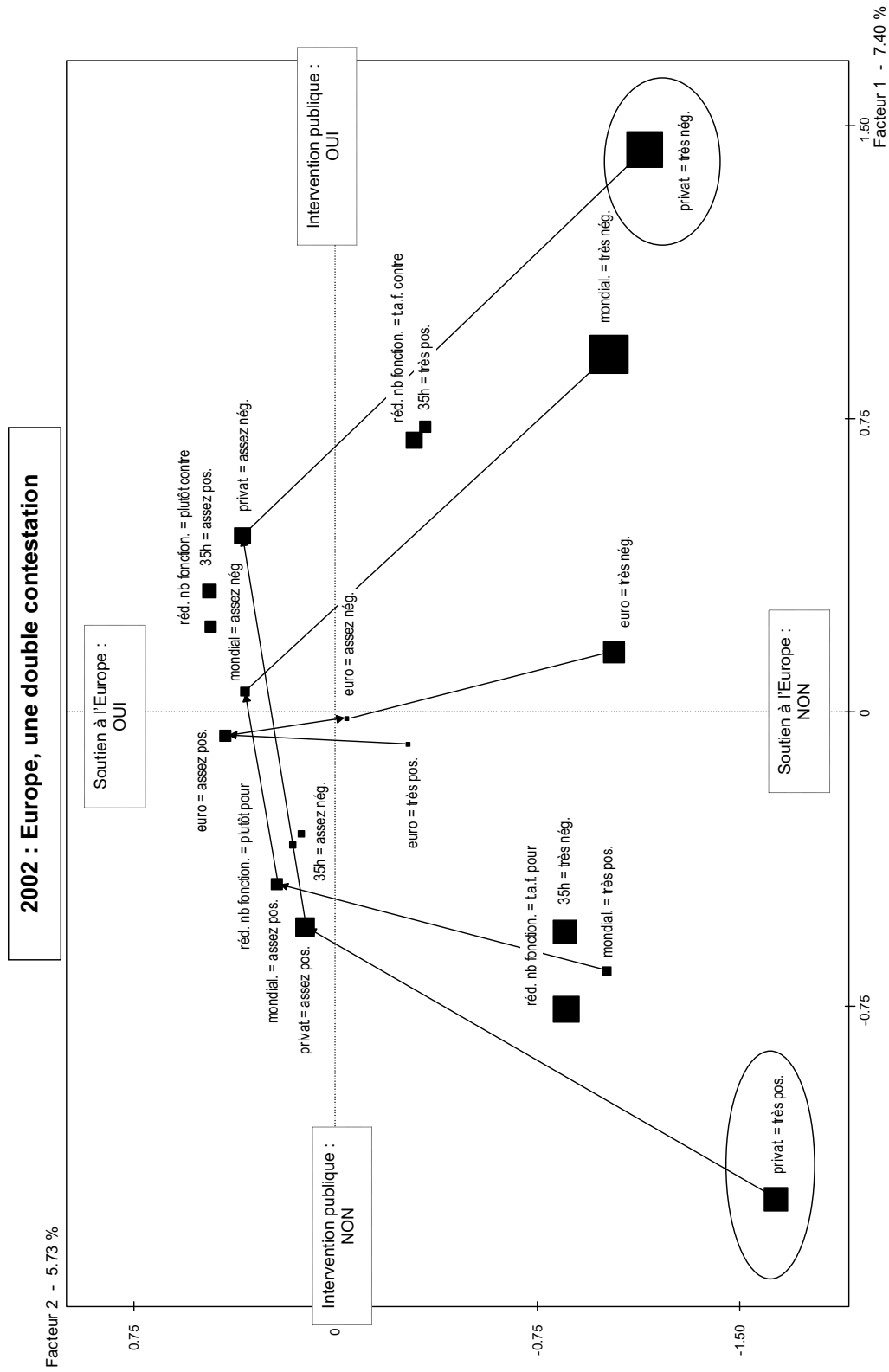


Figure 15: 2002-II

B Référendum 2005 sur la Constitution Européenne

Sondage à la sortie des urnes (Source : Ipsos)

	Oui %	Non %
Ensemble	45	55
<i>Rappel referendum Traité de Maastricht</i>	51,0	49,0

	Oui %	Non %
Profession de l'interviewé		
Agriculteurs	30	70
<i>Rappel referendum Traité de Maastricht</i>	37,8	62,2
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	49	51
<i>Rappel referendum Traité de Maastricht</i>	51,3	48,7
Professions libérales, cadres supérieurs	65	35
<i>Rappel referendum Traité de Maastricht</i>	67,1	32,9
Professions intermédiaires	47	53
<i>Rappel referendum Traité de Maastricht</i>	62,1	37,9
Employés	33	67
<i>Rappel referendum Traité de Maastricht</i>	47,3	52,7
Ouvriers	21	79
<i>Rappel referendum Traité de Maastricht</i>	39,4	60,6

	Oui %	Non %
Statut de l'interviewé		
Salariés du privé	44	56
<i>Rappel referendum Traité de Maastricht</i>	49,7	50,3
Salariés du public	36	64
<i>Rappel referendum Traité de Maastricht</i>	51,3	48,7
Travailleurs indépendants	42	58
<i>Rappel referendum Traité de Maastricht</i>	44,0	56,0
Chômeurs	29	71
<i>Rappel referendum Traité de Maastricht</i>	40,9	59,1
Etudiants	54	46
<i>Rappel referendum Traité de Maastricht</i>	59,3	40,7
Retraités	56	44
<i>Rappel referendum Traité de Maastricht</i>	53,7	46,3

	Oui %	Non %
Revenu net mensuel du foyer		
Moins de 1000 euros	40	60
De 1000 à 2000 euros	35	65
De 2000 à 3000 euros	42	58
Plus de 3000 euros	63	37

	Oui %	Non %
Proximité partisane		
Extrême gauche	6	94
<i>Rappel referendum Traité de Maastricht</i>	29,8	70,2
PCF	2	98
<i>Rappel referendum Traité de Maastricht</i>	18,9	81,1
PS	44	56
<i>Rappel referendum Traité de Maastricht</i>	78,0	22,0
Verts	40	60
<i>Rappel referendum Traité de Maastricht</i>	57,1	42,9
UDF	76	24
<i>Rappel referendum Traité de Maastricht</i>	61,4	38,6
UMP	80	20
<i>Rappel referendum Traité de Maastricht (RPR)</i>	40,8	59,2
MPF	25	75
<i>Rappel referendum Traité de Maastricht</i>	-	-
FN	7	93
<i>Rappel referendum Traité de Maastricht</i>	8,0	92,0
Aucun parti	31	69
<i>Rappel referendum Traité de Maastricht</i>	45,0	55,0

C Revenu moyen par catégorie socio-professionnelle

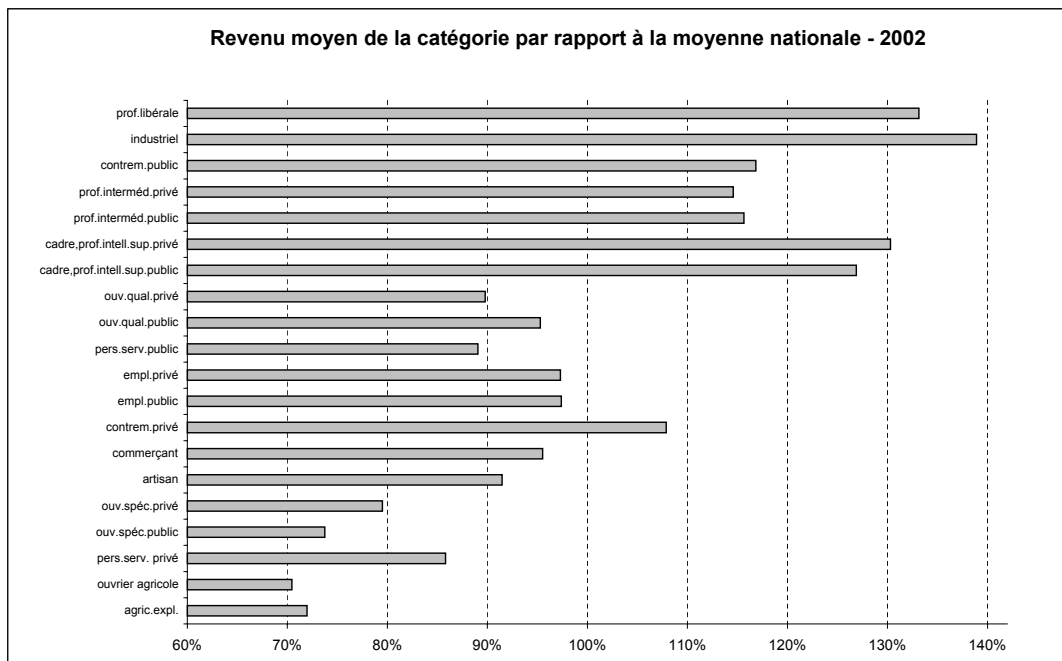


Figure 17: Revenu moyen par CSP

D Chômeurs et ouvriers : dynamique de vote

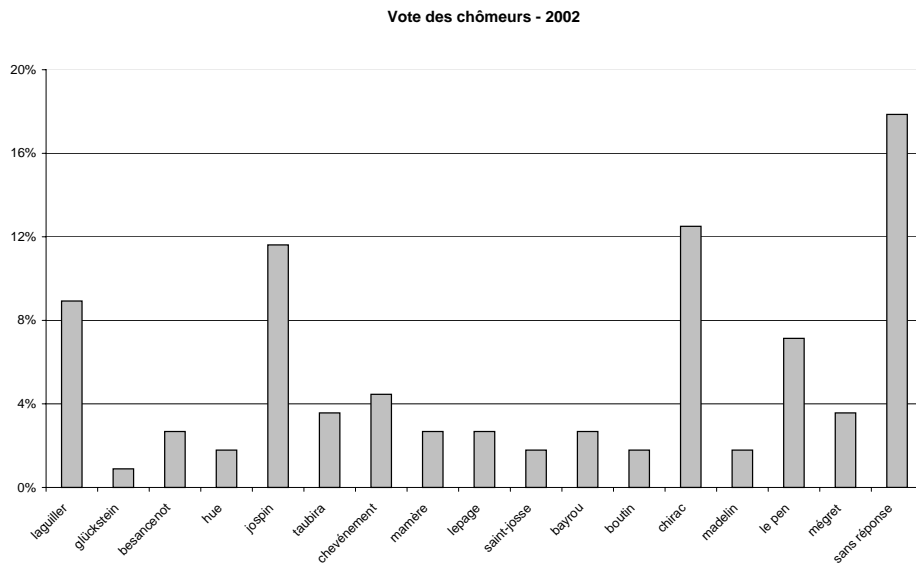
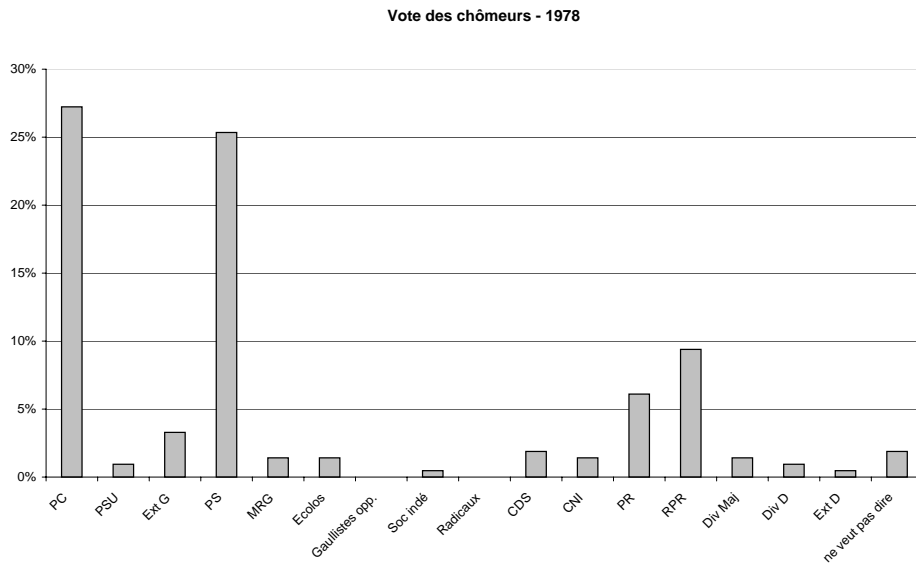
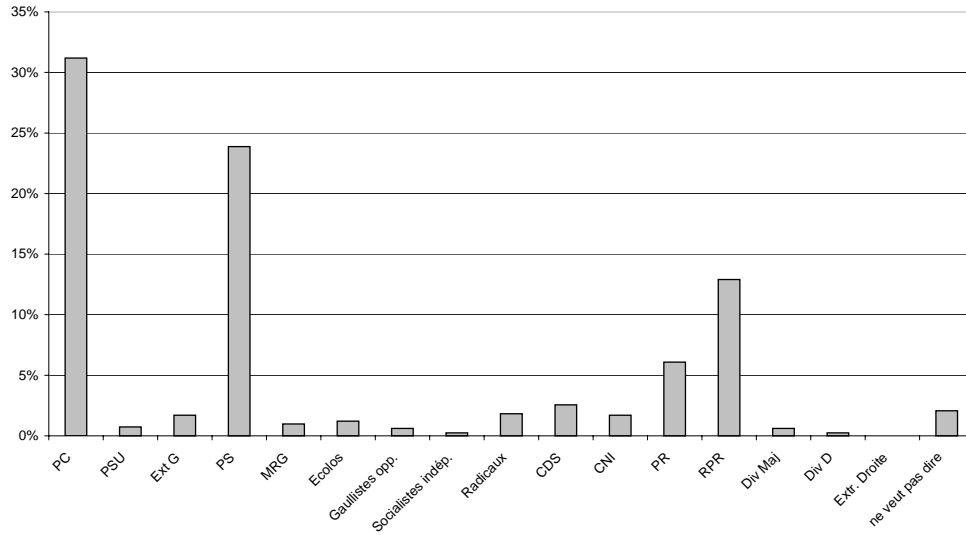


Figure 18: Vote des chômeurs

Vote des ouvriers du privé - 1978



Vote des ouvriers du privé - 2002

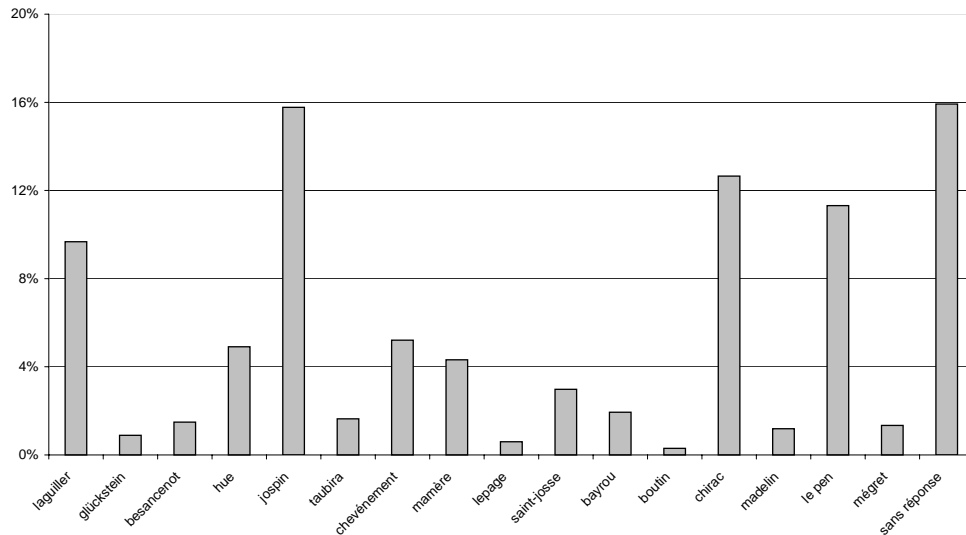
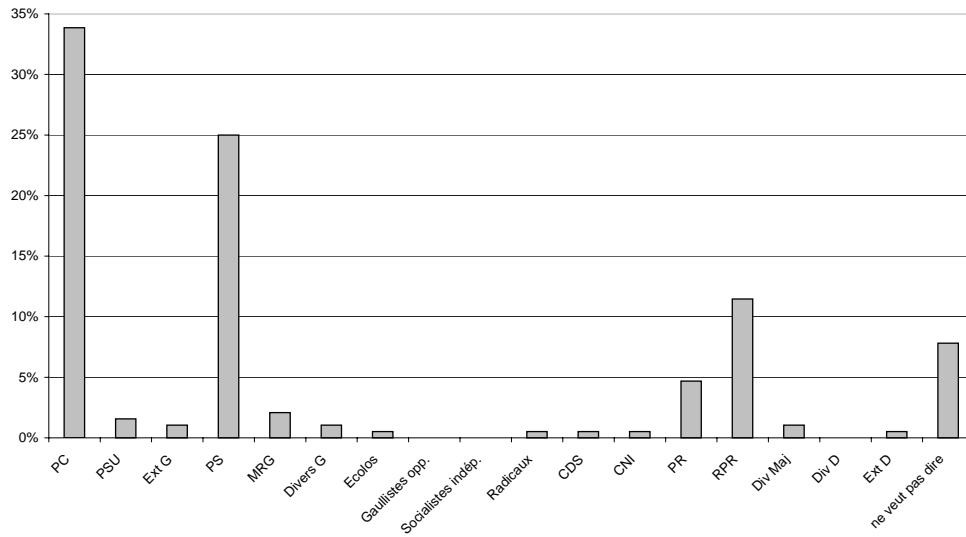


Figure 19: Vote des ouvriers du privé

Vote des ouvriers du public - 1978



Vote des ouvriers du public - 2002

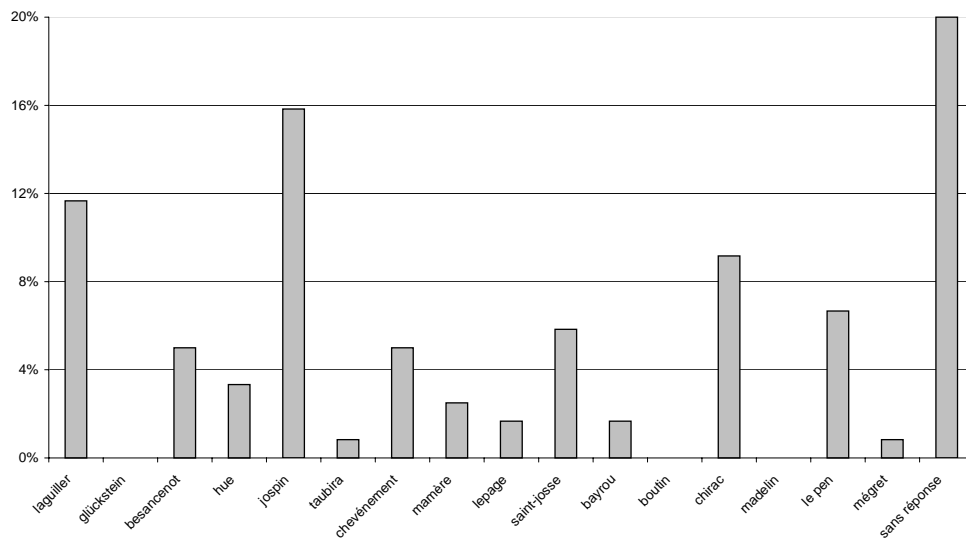


Figure 20: Vote des ouvriers du public

E Immigration et comportement électoral

Dans l'analyse de la demande politique française que nous avons menée, le thème de l'immigration a été intégré. Cependant, il ressort de l'analyse que ce thème ne structure pas l'espace politique français - tout au moins du côté de la demande. Le tableau ci-dessous résume la moyenne des réponses données pour les années 1988, 1995, 1997 et 2002 à la question suivante (les questions n'ont pas été posées en 1978) :

Voici différentes phrases. Pour chacune d'elles, pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout ?

- *Il y a trop d'immigrés en France*
- *Maintenant on ne se sent plus chez soi comme avant*

CSP	1988	1995	1997	2002
Agriculteurs exploitants	2,89	3,08	2,84	2,93
Artisans	2,82	3,18	2,66	2,91
Commerçants	2,88	3,20	2,70	2,80
Industriels	2,68	3,54	2,85	3,02
Professions libérales	2,43	2,28	2,33	2,44
Cadres supérieurs du public	2,39	2,24	1,97	2,14
Cadres supérieurs du privé	2,38	2,50	2,27	2,34
Professions intermédiaires du public	2,31	2,47	2,15	2,27
Professions intermédiaires du privé	2,52	2,65	2,34	2,53
Contremaîtres du public	2,71	2,90	2,65	2,74
Contremaîtres du privé	2,67	3,04	2,51	2,89
Employés du public	2,61	3,02	2,80	2,80
Employés du privé	2,84	2,98	2,59	2,74
Personnel de service du public	2,93	3,09	2,75	3,03
Personnel de service du privé	2,98	3,16	2,91	2,89
Ouvriers qualifiés du public	2,94	3,19	2,91	2,98
Ouvriers qualifiés du privé	2,90	3,15	2,84	2,90
Ouvriers spécialisés du public	3,06	2,91	2,68	2,85
Ouvriers spécialisés du privé	3,01	3,24	3,07	2,96
Ouvriers agricoles	3,00	3,26	2,81	3,01

Légende : 1 = pas d'accord du tout, 2 = plutôt pas d'accord, 3 = plutôt d'accord, 4 = tout à fait d'accord

Si l'on peut constater que le sentiment d'hostilité à l'immigration est assez répandu, notamment parmi les catégories à plus faible revenu, il n'y a aucune évidence d'une modification significative de l'opinion sur ce thème au cours de la période étudiée. La question de l'immigration ne nous paraît donc pas contribuer à rendre compte de la dynamique politique française entre 1988 et 2002.

F Spécifications techniques et outils pour l'interprétation

F.1 Données

Les données que nous utilisons sont issues des enquêtes post-électorales françaises conduites par le CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po) et fournies par le CDSP (Centre de Données Socio-Politiques²²). Cinq élections sont ici traitées :

²²Les données sont disponibles à l'adresse suivante : <http://cdsp.sciences-po.fr>

- Elections législatives de 1978 (4507 individus, sondage administré entre les deux tours²³)
- Elections présidentielles de 1988 (4032 individus, sondage administré entre les deux tours²⁴)
- Elections présidentielles de 1995 (4078 individus, sondage administré entre les deux tours²⁵)
- Elections législatives de 1997 (3010 individus, sondage administré entre les deux tours²⁶)
- Elections présidentielles de 2002 (4107 individus, vague 1 : sondage administré avant le premier tour²⁷)

Les sondages ont été administrés en face-à-face, selon la “méthode des quotas” (âge, sexe et CSP) assurant la représentativité socio-démographique de l'échantillon. En revanche, les déclarations de vote n'ont pas été redressées, bien qu'une pondération “politique” soit disponible dans la base de données fournie par le CDSF. Ceci implique notamment que le vote Extrême Droite est sous représenté dans notre échantillon, au profit des partis plus standard. Au niveau analytique, l'impact sur l'analyse factorielle est minime et les résultats restent robustes, même après redressement des données. En effet, les travaux similaires aux nôtres mais sur données pondérées (voir notre revue de littérature), confirment nos résultats.

Nous avons décidé de ne pas redresser l'échantillon pour deux raisons. La première est statistique : appliquer une pondération “politique” biaiserait du même coup la représentativité socio-démographique de l'échantillon ; il serait alors envisageable d'appliquer une double pondération (ou redressement combinant variables “politique” et “socio-démographique”) mais la distorsion par rapport à l'échantillon initial serait alors dangereusement grande. La seconde raison découle de la première : s'il est une pondération à appliquer dans notre analyse, c'est la pondération socio-démographique qui assure que le positionnement social relatif des agents est correct, ce positionnement étant privilégié dans notre schéma théorique. Les comportements électoraux interviennent à la fin de la chaîne, selon la représentation que se font les agents de leur intérêt, lui-même fonction de leur positionnement social, comme exposé dans la première section de l'article. La méthode des quotas rend cependant le redressement socio-démographique sans objet. Nous avons donc conservé l'échantillon initial. Loin de nuancer nos résultats, la prise en compte de la sous-pondération des électeurs d'Extrême Droite renforcerait nos conclusions. Ainsi, en 2002 par exemple, le rétrécissement de la base sociale des partis dits “de gouvernement” est en

²³Enquête réalisée par la SOFRES et financée par la Délégation Générale pour la Recherche Scientifique et Technique (DGRST) et la FNSP.

²⁴Enquête réalisée par la SOFRES et financée par la FNSP, le CNRS et le Ministère de la Recherche et de la Technologie (MRET).

²⁵Enquête réalisée par la SOFRES et financée par le CNRS, la National Science Foundation (Etats-Unis) et la FNSP.

²⁶Enquête réalisée par la SOFRES et financée par le CDSF, le CEVIPOF, le CRAPS et Libération.

²⁷Enquête réalisée par la SOFRES et financée par le CEVIPOF, le CDSF, le CECOP, le Ministère de l'Intérieur, la FNSP et l'Université de Montréal.

réalité bien plus important que ce que conclut notre analyse, la proportion d'électeurs FN dans l'échantillon étant alors largement sous-estimée (environ 7 % de vote FN déclarés, pour 17 % dans la réalité).

Enfin, bien que l'échantillon soit représentatif de la population française en termes de positionnement social, il reste le problème que le nombre d'observations peut être très faible dans certaines catégories socio-professionnelles. Ainsi, la catégorie "industriels" est trop petite (une vingtaine d'individus) pour qu'aucune conclusion ne soit envisageable sur le comportement de cette population. Nous faisons donc abstraction de cette catégorie dans nos analyses (bien qu'elle apparaisse dans les graphiques).

F.2 Analyse qualitative versus analyse quantitative

Dans cette étude, nous avons appliqué une "analyse des correspondances multiples avec choix des modalités actives". La question du choix des modalités actives est expliquée à la sous-section suivante. Quant au type d'analyse, le caractère qualitatif des données, mais surtout la problématique que nous envisagions expliquent ce choix.

En effet, l'ACM (analyse des correspondances multiples) offre deux avantages importants par rapport à une ACP (analyse en composantes principales) plus standard. En premier lieu, l'ACM permet le traitement de l'ensemble des réponses à une enquête qualitative avec choix multiples et réponse unique. En second lieu, l'ACM permet de mettre en évidence des liens non linéaires entre les variables. Dans le cas d'une analyse des comportements de vote, l'hypothèse d'un vote extrême (droite ou gauche) contestataire peu différencié peut être testée à l'aide d'une ACM, tandis qu'elle ne peut l'être au moyen d'une ACP.

F.3 Codage et apurement des données

Lors de l'importation des variables dans le logiciel SPAD d'analyse de données, certains choix de codage ont été faits. Ainsi, nous avons cherché à minimiser le nombre de variables continues, la plupart des variables pertinentes pour notre analyse étant nominales. Le recodage de variables continues en variables nominales permet d'étudier des variables dont la distribution est très irrégulière. Le cas typique d'une variable continue est l'âge. Dans notre cas, l'âge en classes est donc préféré à l'âge en continu. Par ailleurs, il existe plusieurs types de codage pour les variables qualitatives²⁸. Le codage condensé a ici été préféré aux autres modes de numérisation des données (tableau disjonctif complet, tableau de contingence ou tableau de Burt).

Enfin, la base de données a été apurée. Deux types de modalités ont été retirées parmi les variables sélectionnées :

- les modalités "sans réponse"
- les modalités "non concerné"

²⁸Voir Escofier, B. et J. Pagès [1998] pour un descriptif détaillé des différents outils et méthodes dont dispose l'analyse de données.

En effet, l'analyse factorielle est très sensiblement affectée par les données manquantes dans le cas d'une analyse de type qualitative comme celle que nous avons faite. Il est donc essentiel d'apurer la base avant de procéder à une ACM. Les modalités concernées ne sont pas abandonnées puisqu'elles apparaissent en variables illustratives. En revanche, l'apurement permet de préserver les axes factoriels d'une instabilité due au trop faible effectif d'une variable ou à ses valeurs extrêmes. L'analyse est alors plus robuste et l'interprétation facilitée.

F.4 Contribution des variables et qualité de la représentation

Afin de déterminer quelles sont les variables structurantes, nous analysons la contribution de chaque variable active à l'inertie des facteurs. En d'autres termes, les variables dont les modalités sont à la fois éloignées de l'origine (carré de la distance du Khi-2 à l'origine, qui dépend en fait de l'effectif dans la modalité) et positionnées le long de l'axe de référence sont celles qui décrivent le mieux les axes factoriels. Elles fournissent une indication importante sur les principaux facteurs de variabilité des profils de réponse. Pour notre interprétation, les variables qui participent fortement à l'inertie des axes sont celles qui structurent le mieux le paysage politique en termes de demande.

Nous avons procédé en deux temps :

1. En premier lieu, nous avons effectué une analyse exploratoire des données, en introduisant dans la base les variables susceptibles de traduire les préférences des individus, notamment - mais pas seulement - les thèmes économiques.
2. En second lieu, nous avons resserré l'analyse en ne gardant que les variables dont les contributions étaient suffisamment importantes. A partir de cette seconde analyse, nous avons défini nos axes factoriels.

La qualité de la représentation est plus spécifiquement mesurée par le cosinus carré des variables projetées sur le plan factoriel. Le cosinus carré dépend des coordonnées sur l'axe et de l'effectif dans la modalité. Ainsi, l'analyse du cosinus carré permet d'apprécier la qualité du positionnement des points en représentation factorielle comparé à leur configuration réelle :

- si $\cos^2 = 1$ alors le point est sur l'axe (pas de déformation du réel) ;
- si $\cos^2 = 0$ alors le point est orthogonal à l'axe (déformation du réel).

Lorsque les cosinus carrés sont plus forts, les modalités sont mieux représentées (i.e. les distances sont moins altérées par la projection).

F.5 Interprétation à partir des variables actives

La proximité de certaines modalités de variables nominales actives permet d'établir une *typologie des individus* selon leur profil de réponse. Par exemple, les individus inquiets de la montée de la mondialisation sont proches de ceux qui sont favorables à l'intervention de l'Etat dans l'économie : il est alors possible de les regrouper sous une même catégorie.

Au niveau plus général des variables actives, on observe des *phénomènes d'exclusion* ou au contraire *des phénomènes de liaison*. Ainsi, certaines variables actives sont mutuellement exclusives, tandis que d'autres se retrouvent systématiquement sur le même plan. Ces observations nous permettent d'opérer des regroupements par thèmes (e.g. mondialisation et fiscalité, propriété publique et immigration...).

Enfin, nous observons le *degré d'éloignement des modalités d'une variable par rapport à l'origine* (qui représente la moyenne des individus). Ceci nous permet de définir l'importance de certains groupes d'individus : une *modalité lourde* (proche de l'origine) signifie que l'effectif du groupe est important, tandis qu'une *modalité légère* (excentrée) indique un faible effectif.

F.6 Interprétation à partir des variables illustratives

L'étude du positionnement des variables illustratives (e.g. csp, vote...) se fait à travers deux types d'observations :

- Tout d'abord, nous observons la répartition des modalités d'une variable illustrative sur le plan : est-elle homogène ? Ceci nous permet de déterminer le degré de différenciation des individus dans leur ensemble.
- Enfin, nous analysons le lien entre chaque variable illustrative prise séparément et les axes factoriels. Ainsi, afin de déterminer le lien entre demande politique et comportement de vote, nous projetons les votes des individus (vote au 1er tour) sur nos axes factoriels (questions structurantes). La projection nous renseigne sur la manière dont les réponses des candidats ou partis aux questions structurant la scène politique sont perçues par les individus. Par exemple, les individus favorables aux nationalisations sont proches de ceux ayant voté PSU, Extrême Gauche ou bien PC en 1978. Il n'est en revanche pas possible d'interpréter de manière directe la proximité de deux variables illustratives sur un même plan factoriel. Lorsqu'une telle interprétation semblait intéressante, nous avons systématiquement vérifié notre intuition par des calculs complémentaires (e.g. rapprochement entre csp et vote).

F.7 Questions sélectionnées

Variables issues du questionnaire de 1978 Parmi les choses suivantes qu'une société comme la nôtre pourrait faire, pouvez-vous me dire, pour chacune d'elles, si vous y êtes tout à fait favorable, favorable, plutôt favorable ou tout à fait défavorable ?

- Supprimer les avantages d'un bon nombre de français pour réduire les inégalités sociales entre les gens
- Elargir et développer le secteur nationalisé même si ça entraîne une limitation des entreprises privées
- Augmenter les impôts pour obtenir la gratuité complète de certains services publics : santé, transports, école, etc.
- Interdire tout licenciement tant qu'un nouvel emploi n'est pas garanti

Pour la défense de vos intérêts, faites-vous très confiance, plutôt confiance, peu confiance ou pas confiance du tout à l'action des syndicats ?

Diriez-vous que, si on supprimait le droit de grève, ce serait très grave, assez grave, peu grave ou pas grave du tout ?

Variables issues du questionnaire de 1988 Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec cette phrase ?

“Il est dangereux de vouloir transformer profondément la société.”

Pour faire face aux difficultés économiques, pensez-vous qu'il faut :

- que l'Etat fasse confiance aux entreprises et leur donne plus de liberté
- ou au contraire, que l'Etat les contrôle et les réglemente plus étroitement ?

Pouvez-vous me dire pour chacun des mots suivants, s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, assez positif, assez négatif ou très négatif ?

- Le profit
- La bourse
- Les nationalisations
- Les privatisations

Pour chacune des choses suivantes, diriez-vous que si on la supprimait ce serait pour vous très grave, assez grave, peu grave ou pas grave du tout ?

- Le droit de grève
- Les syndicats

Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec cette phrase ?

“Il faudrait rétablir l'impôt sur les grandes fortunes.”

Variables issues du questionnaire de 1995 Voici un certain nombre de problèmes qui se posent en France à l'heure actuelle. A l'aide de l'échelle que voici, pouvez-vous donner à chacun une note de 0 à 10, selon l'importance qu'il a eu dans votre vote au premier tour de l'élection présidentielle ?

- La protection sociale
- Le pouvoir d'achat et les salaires
- Le chômage
- Le partage du temps de travail

- La construction européenne

- L'exclusion

Pouvez-vous me dire pour chacun de ces mots s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, assez positif, assez négatif ou très négatif ?

- Egalité

- Solidarité

Variables issues du questionnaire de 1997 Etes-vous pour ou contre le fait que l'Union Européenne ait une monnaie unique, ce qui veut dire que le Franc sera remplacé par l'Euro ?

Tout bien considéré estimez vous que la France a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union Européenne ?

Si l'on annonçait demain que l'Union Européenne est abandonnée, éprouveriez-vous de grands regrets, de l'indifférence ou un vif soulagement ?

Pensez-vous que la poursuite de l'unification européenne aura pour la France des effets plutôt positifs, des effets plutôt négatifs ou pas d'effets particuliers dans le domaine suivant ?

- Croissance économique

Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec cette phrase ?

“Avec l'Union Européenne la France sera mieux protégée contre les risques liés à la mondialisation de l'économie.”

Pouvez-vous me dire si le mot suivant évoque pour vous quelque chose de très positif, assez positif, assez négatif ou très négatif ?

- Privatisation

Pendant la campagne des élections on a entendu les propositions suivantes. Pour chacune d'entre elles pouvez-vous me dire si vous personnellement vous êtes tout à fait pour, plutôt pour, plutôt contre ou tout à fait contre ?

- L'augmentation de 1000 F par mois du SMIC

- La création de 350 000 emplois publics

- La réduction de la durée de travail à 35 heures sans diminution de salaire

Variables issues du questionnaire de 2002 Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec cette phrase ?

“La SNCF fonctionnerait mieux si elle était gérée par le secteur privé.”

Si l'on annonçait demain que l'Union européenne est abandonnée, éprouveriez-vous de grands regrets, de l'indifférence ou un vif soulagement ?

Pouvez-vous me dire, pour chacun de ces mots, s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, d'assez positif, d'assez négatif ou de très négatif ?

- Etats-Unis
- Mondialisation
- Profit
- Privatisation

Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec cette phrase ?

“Il faudrait réduire le nombre de fonctionnaires.”

Selon vous, les mesures suivantes ont-elles eu des effets très positifs, plutôt positifs, plutôt négatifs ou très négatifs ?

- Les 35 heures
- Le remplacement du franc par l'euro

References

- [1] Amable, B. et Y. Lung [2003] “The European Socio-Economic Models of a Knowledge-based society: The objectives of the ESEMK project”, Communication présentée à la 11ème Rencontre Internationale du GERPISA, 11-13 juin 2003, Paris
- [2] Amable, B. et S. Palombarini [2005] *L’Economie Politique n’est pas une Science Morale*, Raisons d’Agir, Paris
- [3] André, C. et R. Delorme [1983] *L’Etat et l’Economie : un Essai d’Explication de l’Evolution des Dépenses Publiques en France, 1870-1980*, Seuil, Paris
- [4] Bouffartigue, P. (éd) [2004] *Le Retour des Classes Sociales. Inégalités, Dominations, Conflits*, La Dispute, Paris
- [5] Bourdieu, P. [1980] *Choses Dites*, Seuil, Paris
- [6] Cautrès, B. et N. Mayer (éd) [2004] *Le Nouveau Désordre Electoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Presses de Sciences Po, Paris
- [7] Dunleavy, P. [1991] *Democracy, Bureaucracy and Public Choice*, Harvester Wheatsheaf, New York
- [8] Escofier, B. et J. Pagès [1998] *Analyses Factorielles Simples et Multiples*, 3ème édition, Dunod, Paris
- [9] Goux, D. et E. Maurin [2004] “Anatomie sociale d’un vote. Elections régionales 21 mars 2004”, *La République des Idées*, working paper no. 2, mai 2004
- [10] Kitschelt, H. et P. Rehm [2004] “Socio-economic group preferences and partisan alignments”, paper prepared for delivery at the 14th International Conference of Europeanists organized by the Council for European Studies, March 11-13, Chicago
- [11] Laslier, J.-F. et K. Van der Straeten [2002] “Analyse d’un Scrutin d’Assentiment”, *Quadrature* **46**, 5-12
- [12] Laslier, J.-F. et K. Van der Straeten [2004] “Une Expérience de Vote par Assentiment lors de l’Election Présidentielle Française de 2002”, *Revue Française de Science Politique* **54** (1), 99-130
- [13] Laver, M., K. Benoit and N. Sauger [2006] “Policy Competition in the 2002 French Legislative and Presidential Elections”, *European Journal of Political Research* **45** (4), 667-697
- [14] Mueller, D.C. [2003] *Public Choice III*, Cambridge University Press, Cambridge
- [15] Palombarini, S. [2000] “La dimension politique des phénomènes économiques et l’école du Public Choice”, *La Lettre de la Régulation* no. 32, mars 2000
- [16] Palombarini, S. [2001] *La Rupture du Compromis Social Italien. Un Essai de Macroéconomie Politique*, CNRS éditions, Paris

- [17] Roemer, John E. [2001] *Political Competition*, Harvard University Press, Cambridge
- [18] Roemer, John E. et K. Van der Straeten [2005] “Xenophobia and the Size of the Public Sector in France: A Politico-economic Analysis”, *Journal of Economics* **86** (2), 95-144
- [19] Roemer, John E. et K. Van der Straeten [2006] “The Political Economy of Xenophobia and Distribution: The Case of Denmark”, *Scandinavian Journal of Economics* **108** (2), 251-277
- [20] Thomassen, J. (éd) [2005] *The European Voter. A Comparative Study of Modern Democracies*, Oxford University Press, New York